

AVEC UNE HAUSSE DE 2,0% EN JUIN

Les prix à la consommation s'envolent

L'Algérie connaît une légère accélération de l'inflation, principalement tirée par la hausse des prix alimentaires, selon les dernières données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS). En juin 2024, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,3 % par rapport au mois précédent. Comparé au même mois de l'année 2023, les prix ont augmenté de 4,4 %. Un chiffre supérieur aux prévisions et qui s'explique en grande partie par l'augmentation des prix des produits alimentaires frais. P 3



NOUVELLE STRATÉGIE CLIMATIQUE DE SONATRACH
Reboisement, technologies de capture du carbone et transition énergétique



Sonatrach a élaboré une stratégie ambitieuse pour lutter contre le changement climatique, fondée sur trois piliers principaux. Les investissements massifs visent à réduire l'empreinte carbone à travers des projets de reforestation, des technologies de capture et de stockage du carbone, et le développement des énergies renouvelables.

P 5

ALGÉRIE-LIBYE
Signature d'un protocole d'entente entre l'ENTP et une filiale de la NOC

Un protocole d'entente (MoU) a été signé, lundi à Alger, entre l'Entreprise nationale des travaux pétroliers (ENTP), filiale de Sonatrach, et la National oil wells drilling & workover company (NWD), filiale de l'entreprise libyenne National oil company (NOC), visant la mise à disposition par la partie algérienne d'appareils de forage et de workover

P 4

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Bouira est "un pôle industriel par excellence"

La wilaya de Bouira est devenue "un pôle industriel par excellence" grâce à l'ouverture de trois complexes de l'industrie pharmaceutique dans la zone d'Oued El Bardi, a déclaré le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, au cours de sa visite dans cette wilaya du centre du pays.

P 5

ANNABA
Contrôles renforcés des installations 'Sidar El Hadjar' et 'Fertial' pour les déversements liquides et les émissions gazeuses P 2

PROJET GARA DJEBILET
Mise en place d'une commission intersectorielle de suivie P 3

TRAVAUX PUBLICS
Création d'un groupe public de construction ferroviaire P 4

PROTECTION CIVILE
**37 décès et 2059
blessés en une
semaine**

Trente-sept (37) personnes sont décédées et 2059 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant la période du 21 au 27 juillet, à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran avec cinq (05) décès recensés sur les lieux des accidents et 59 blessés, suite à 67 accidents de la circulation, précise la même source.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus, pour l'extinction de 2176 incendies urbains, industriels et divers à Alger (235 incendies) Blida (132) et Constantine (114).

En outre, s'agissant d'opérations diverses, 5671 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 399 personnes en situation de danger et 5018 autres d'assistances diverses.

**Plus de 4400
interventions en 24
heures**

La Direction générale de la protection civile a dévoilé le nombre total d'interventions de ses services au cours des dernières 24 heures, qui s'élève à 4 404 interventions à raison d'une intervention toutes les 19 secondes.

Concernant les accidents de la route, les services de la protection civile ont enregistré 215 interventions, qui ont fait 241 blessés et 10 morts.

Quant aux noyades, elles se sont élevées à 1110 interventions, grâce auxquelles 835 personnes ont été sauvées, tandis que 05 décès ont été enregistrés.

**Inondations
dans la ville de
Tamanrasset**

Des inondations massives et soudaines ont frappé la ville de Tamanrasset, à la suite de pluies torrentielles, qui ont fait monter le niveau des eaux de l'Oued Tin Zaouatine.

Dans une publication sur son compte officiel sur la page Facebook, la Protection Civile a appelé tous les citoyens à faire preuve de la plus grande prudence et à ne pas prendre de risques, notamment les conducteurs.

Les unités de la protection civile ont commencé à répondre aux demandes d'aide, au fur et à mesure que des interventions étaient enregistrées, notamment des opérations de captage d'eau dans certains axes, routes et quartiers résidentiels.

Toutes les capacités matérielles et humaines ont été mobilisées. Plus de 33 éléments sont intervenus à différents grades. L'opération s'est déroulée sous la supervision du directeur de la protection civile, le colonel Ben Karima Abdelmalek.

La Protection Civile a souligné la nécessité d'éviter de traverser les vallées et les cours d'eau avec des voitures et de rester à l'écart des bords des vallées, que ce soit à pied, en moto ou en vélo.

ANNABA

**Contrôles renforcés des
installations Sidar El Hadjar et
Fertial pour les déversements
liquides et les émissions gazeuses**

La direction de l'environnement et des énergies renouvelables d'Annaba a lancé une campagne de contrôle ciblant plusieurs installations industrielles de la région.

Selon les médias locaux, cette initiative vise à assurer la conformité de ces installations avec les normes de gestion des déchets, des déversements industriels liquides, des émissions atmosphériques et du stockage des déchets dangereux. Le but est également de détecter toute violation des règles de protection de l'environnement.

La ministre de l'Environnement et des Énergies Renouvelables, Faiza Dahleb, a confirmé que l'usine d'acier d'El Hadjar et l'usine d'engrais Fertial à Annaba sont particulièrement surveillées en raison de leur statut à haut risque. Ces établissements font l'objet d'inspections régulières par des inspecteurs environnementaux et des équipes de la gendarmerie nationale.

Lors de la dernière inspection de l'usine Cedar d'El Hadjar le 6 juin 2024, des mesures ont été prises en raison de non-conformités dans le stockage des déchets dangereux, entraînant un retard dans l'approbation de l'exploitation de l'usine. La minis-

tre a souligné l'importance de renforcer la surveillance des déversements liquides et des émissions polluantes, et a annoncé un accord avec l'Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable pour surveiller et analyser les nouvelles sorties d'eau industrielle.

Pour ce qui est de Fertial, la ministre a indiqué que l'usine est soumise à une surveillance continue de ses déversements liquides et de ses émissions gazeuses par la Direction de l'Environnement d'Annaba. L'usine doit signer un accord avec le Centre National des Technologies de Produc-

tion Plus Propre pour améliorer son efficacité, ainsi qu'un accord complémentaire avec l'Observatoire National de l'Environnement pour analyser les échantillons des points de déversement des eaux industrielles. Lors de la dernière inspection le 26 juin 2024, des avertissements ont été donnés en raison de non-conformités, et un procès-verbal a été rédigé. Les petites et moyennes entreprises sont également régulièrement inspectées pour les déversements liquides et les émissions polluantes, avec des contrôles effectués deux fois par semaine en collaboration avec la gendarmerie nationale.

PÉTROLE

Le Brent clôture à 79,78 dollars

Les cours du pétrole ont reculé lundi, le baril de Brent passant sous les 80 dollars, une première depuis juin, pénalisés par les perspectives de la demande de la Chine, première importatrice de pétrole mondiale mais aussi aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, a cédé 1,66% à 79,78 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a perdu 1,75% à 75,81 dollars

COOPÉRATION

Brahim Merad reçoit son homologue tunisien

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a reçu, ce mardi à Alger, son homologue tunisien, Khaled

Nouri, qui effectue une visite de travail en Algérie. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, les deux parties ont abordé des ques-

tions d'intérêt commun, notamment la poursuite du développement des régions frontalières des deux pays, indique un communiqué du ministère.

La visite du ministre tunisien de l'Intérieur en Algérie s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays, précise-t-on.

BRAHIM BOUGHALI ATTERRI À TÉHÉRAN

**Il assistera à l'investiture du Président
Pezeshkian**

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, est arrivé, ce mardi à Téhéran, capitale de la République islamique d'Iran, en prévision de sa participation à la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian,

en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, À son arrivée à l'aéroport international de Téhéran, Brahim Boughali a été accueilli par de hauts responsables du ministère iranien des Affaires étrangères et par l'ambassa-

teur d'Algérie à Téhéran, Ali Araouj, a indiqué l'APN dans un communiqué. Brahim Boughali est accompagné de Moussa Kherfi, président du groupe parlementaire d'amitié algéro-iranien, et du député Meziane Djouzi.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC UNE HAUSSE DE 2,0% EN JUIN

Les prix à la consommation s'envolent

L'Algérie connaît une légère accélération de l'inflation, principalement tirée par la hausse des prix alimentaires, selon les dernières données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS). En juin 2024, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,3 % par rapport au mois précédent. Comparé au même mois de l'année 2023, les prix ont augmenté de 4,4 %. Un chiffre supérieur aux prévisions et qui s'explique en grande partie par l'augmentation des prix des produits alimentaires frais.

C'est dans l'assiette des Algériens que l'inflation se fait le plus sentir. Les prix des produits agricoles frais ont bondi de 5 % en juin, entraînés par la hausse des prix de la viande rouge (+5 %) et des fruits et légumes (+ 13,9% et + 6,2% respectivement).

Par Réda Hadi

Si certains produits comme la viande blanche (- 8,6%) et les œufs (- 2,2%) ont vu leurs prix baisser, cette tendance n'a pas suffi à compenser la hausse généralisée.

Cette hausse généralisée s'explique en partie par des facteurs saisonniers, mais aussi par une conjoncture économique plus large marquée par la persistance de tensions sur les marchés mondiaux des matières premières et par des difficultés d'approvisionnement.

Si les produits alimentaires sont les principaux responsables de l'accélération de l'inflation, les prix des produits manufacturés non alimentaires (Meubles, habillement, chaussures...) et des services (Transport, communication...) ont également augmenté, bien que de manière plus modérée. En juin, les prix des produits manufacturés ont progressé de 0,2 % et ceux des services de 0,1 %.

Ces chiffres confirment les difficultés croissantes auxquelles sont confrontés les ménages algériens, obligés de réduire leur consommation ou de rogner sur d'autres postes de dépenses pour faire face à cette hausse généralisée des prix. Ces chiffres généraux sur l'inflation se traduisent par des hausses significatives au niveau des produits de consommation courante, comme le révèle une publication du ministère de l'Agriculture et du Développement rural publiée le 25 juillet 2024. Pour mieux cerner cette réa-



lité, examinons de plus près l'évolution des prix de certains légumes et fruits. Les légumes, piliers de l'alimentation quotidienne, ont connu des évolutions contrastées. Si la pomme de terre affiche un prix moyen de 102 DA/kg, les tomates sont légèrement moins onéreuses avec un prix moyen de 67 DA/kg. L'oignon sec, quant à lui, se situe dans une fourchette de prix comprise entre 39 et 51 DA/kg. L'ail sec se distingue par son prix élevé, atteignant une moyenne de 355 DA/kg. Les carottes, plus abordables, se vendent en moyenne à 71 DA/kg, tandis que le navet continue sa tendance à la hausse, avec un prix moyen de 147 DA/kg.

Les légumes verts, comme la courgette et le haricot vert, affichent des prix moyens

respectifs de 78 et 187 DA/kg. La laitue, quant à elle, est accessible à 94 DA/kg en moyenne.

Du côté des fruits, les pommes locales sont proposées à un prix moyen de 435 DA/kg. Les dattes, appréciées pour leur saveur, se vendent en moyenne à 546 DA/kg, tandis que les pastèques sont plus abordables à 86 DA/kg. Le melon se situe autour de 107 DA/kg, et la banane est accessible à 333 DA/kg en moyenne. Concernant les produits d'origine animale, la viande de bœuf locale reste la denrée la plus chère, avec un prix moyen de 1746 DA/kg. Le poulet, plus abordable, est proposé à 364 dinars le kilo. Enfin, le prix de l'œuf se stabilise autour de 15 dinars l'unité.

PROJET GARA DJEBILET

Mise en place d'une commission intersectorielle de suivie

Le Premier ministre Nadir Larbaoui a présidé, ce mardi 30 juillet 2024, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des orientations du président de la République relatives aux projets structurants dans les secteurs minier et ferroviaire.

Le gouvernement a entendu un exposé sur l'état d'avancement du projet minier de Gara Djebilet dans ses aspects industriels et infrastructurels, qui contribuera à la réalisation des objectifs fixés dans le domaine de la diversification de l'économie nationale conformément à la vision stratégique

du président de la République visant à promouvoir un développement économique global à travers la valorisation des ressources et des capacités nationales, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

À cet égard, une commission intersectorielle a été mise en place pour superviser la mise en œuvre de cet important projet et veiller à ce que tous les aspects soient pris en compte afin d'assurer une mise en œuvre harmonieuse du projet dans les délais fixés, révèle-t-on.

Le gouvernement a également entendu une présentation relative aux pro-

grammes de réhabilitation et de développement des stations d'épuration des eaux usées afin d'augmenter le taux de réutilisation des eaux épurées, notamment à des fins agricoles, en application des directives du président de la République concernant l'élaboration et la préparation d'un plan d'action de réutilisation des eaux traitées pour les activités d'irrigation agricole et industrielle. Enfin, le gouvernement a entendu une présentation visant à assurer une meilleure prise en charge des enfants et une présentation sur le projet de réalisation de structures sportives dans la wilaya de Bechar.

OUM EL BOUAGHI

Réception d'un projet de réhabilitation de 139 écoles primaires avant la prochaine rentrée

Un projet portant sur la réhabilitation de 139 écoles primaires sera réceptionné, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, "avant la prochaine rentrée scolaire (2024-2025)", a indiqué, mardi, le directeur de l'administration locale (DAL), Tahar Marika.

La réhabilitation de ces écoles, réparties sur 28 communes, comprend des travaux de consolidation des murs, de peinture, de refectif de l'étanchéité, de revêtement des cours et d'aménagement des espaces extérieurs, a précisé le même responsable, ajoutant que les travaux ont été achevés au niveau de 14 écoles, tandis que le taux moyen d'avancement dans le reste des établissements est de 21 %.

Une enveloppe de 800 millions de dinars, allouée par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, permettra d'assurer le financement de ce programme qui comprend également l'équipement de 21 autres écoles primaires, a conclu le DAL de la wilaya d'Oum El Bouaghi.

KHENCHELA

Zone d'activités dans la commune de Kaïs, avant fin 2024

Une zone d'activités devrait être mise en service "avant la fin de l'année 2024" dans la commune de Kaïs (Khenchela), a indiqué, mardi, le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), Saâdi Smati.

Le même responsable a précisé que la partie liée à la construction de routes et aux raccordements aux réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement sera "bientôt" réceptionnée, pour permettre l'entame de la pose des bordures de trottoirs et le raccordement au réseau d'éclairage public.

La subdivision de la DUAC de la daïra de Kaïs vient d'accorder, de concert avec l'Assemblée populaire communale (APC) de cette même collectivité locale, une autorisation à une entreprise de réalisation afin de lui permettre de mener des travaux de terrassement sur le chemin communal n 125 destinés à raccorder la nouvelle zone d'activités au réseau d'assainissement longeant cet axe, selon la même source.

Pour rappel, la wilaya de Khenchela a bénéficié, dans le cadre du programme complémentaire décidé au profit de cette collectivité par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de projets portant sur la création de 10 zones d'activités couvrant une superficie de 393 hectares, réparties sur 9 communes.

ALGÉRIE-LIBYE

Signature d'un protocole d'entente entre l'ENTP et une filiale de la NOC

SONATRACH
Projet pilote de plantation de 10 millions d'arbustes pour capter le carbone

La compagnie nationale Sonatrach, en partenariat avec la Direction générale des forêts (DGF), va lancer un projet pilote visant la plantation de 10 millions d'arbustes sur une superficie comprise entre 10.000 et 13.000 hectares, visant à réduire l'empreinte carbone, a annoncé lundi à Alger, Abdelkrim Ouamer, directeur central HSE (hygiène, sécurité et environnement) à Sonatrach. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, M. Ouamer a expliqué que ce projet pilote s'inscrit dans le cadre de la stratégie climatique de Sonatrach, qui prévoit à terme la plantation de plus de 420 millions d'arbres sur 560.000 hectares, avec un budget estimé à un (1) milliard de dollars. Une étude de faisabilité sera conduite par la DGF pour identifier les essences d'arbres appropriées et sélectionner les sites de plantation au sein du domaine forestier national. Une partie de ce projet pilote sera intégrée au programme de relance du barage vert, a précisé M. Ouamer. En soulignant l'engagement de Sonatrach dans la lutte contre le changement climatique, conformément aux engagements internationaux de l'Algérie, M. Ouamer a indiqué que le projet de plantation de plus de 400 millions d'arbustes vise également à créer des emplois. Ce projet a une dimension environnementale, en visant à réduire les impacts des activités énergétiques sur l'environnement et à bénéficier des crédits carbones disponibles pour soutenir de telles initiatives, a-t-il ajouté. Il a, dans ce sens, soutenu que Sonatrach met en œuvre une "gouvernance climatique" basée sur des pratiques de gestion visant à minimiser l'impact de ses activités sur le climat et l'environnement.

Un protocole d'entente (MoU) a été signé, lundi à Alger, entre l'Entreprise nationale des travaux pétroliers (ENTP), filiale de Sonatrach, et la National oil wells drilling & workover company (NWD), filiale de l'entreprise libyenne National oil company (NOC), visant la mise à disposition par la partie algérienne d'appareils de forage et de workover, ainsi que de services de maintenance et de formation, a indiqué Sonatrach dans un communiqué. Ce protocole d'entente a été signé en marge

d'une réunion organisée dans le cadre de la visite d'une délégation de la NOC en Algérie, du 29 au 31 juillet, sur invitation de la direction générale de Sonatrach. Tenue au siège de la direction générale du groupe, cette réunion fait suite à une autre réunion tenue par visioconférence entre les équipes de Sonatrach et de la NOC pour la mise en place d'un comité de pilotage et de sous-comités techniques dédiés à chaque thématique. Cette seconde réunion organisée à Alger a permis aux deux parties "la mise en place

d'un planning des actions à entreprendre concernant les différentes thématiques identifiées dans le protocole d'accord signé entre les deux parties en février 2022 et son avenant signé en janvier 2024". Ainsi, le comité technique mis en place par les deux parties examinera la possibilité d'une collaboration entre les filiales de Sonatrach et de la NOC dans le domaine du forage, de la géophysique, de l'intervention sur puits, de la stimulation et de la construction, souligne le communiqué.

TRAVAUX PUBLICS

Création d'un groupe public de construction ferroviaire

Un groupe public de construction ferroviaire a été créé lundi à Alger, en vue de prendre en charge les projets structurants d'envergure décidés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour un maillage ferroviaire à travers l'ensemble du territoire national, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekroukh, a présidé, lundi au siège du ministère, les travaux de

l'assemblée générale constitutive du Groupe, en présence des membres de l'Assemblée générale (AG) regroupant des représentants des ministères des Finances, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, et des Transports, note le communiqué. La création du groupe public de construction ferroviaire s'inscrit dans le cadre de "l'approche économique du président de la République, mais aussi en application de ses orientations visant à restructurer et à développer le secteur public en matière d'étude et de réalisation d'in-

frastructures ferroviaires", selon la même source. Ce groupe public, spécialisé dans l'ingénierie et la construction ferroviaires, permettra de "prendre en charge les projets structurants d'envergure décidés par le président de la République dans le cadre du maillage ferroviaire à travers l'ensemble du territoire national, via l'intensification et l'élargissement de ces projets, ce qui exige une mobilisation globale des potentialités, y compris les compétences en ingénierie des entreprises publiques spécialisées en la matière".

CÉRÉALICULTURE

Un objectif d'emblavement de 3,2 millions d'hectares en 2024-2025

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a indiqué, lundi à Alger, que son département ministériel avait fixé comme objectif l'emblavement céréalier de 3,2 millions d'hectares lors de la saison 2024-2025 avec la mise à disposition à cet effet de 5,2 millions de quintaux de semences. S'exprimant lors d'une rencontre nationale avec les cadres du secteur, M. Cherfa a précisé que l'objectif tracé initialement était d'atteindre 3,2 millions d'hectares de céréales lors de la nouvelle saison, appelant les directeurs des services agricoles à travers les différentes wilayas du pays à recourir à la numérisation dans la collecte des données relatives aux terres cultivées et aux besoins en semences. Il a affirmé, à cet égard, que l'introduction de données "précises" via la plateforme numérique du ministère de l'Agriculture permettra de bien préparer la prochaine campagne labours-semailles. Et d'ajouter que les objectifs de chaque wilaya pour la campagne labours-semailles 2024-2025 seront fixés avec précision à la fin du mois d'août prochain, assurant que les semences et les engrais seront mis à la disposition des producteurs.

Concernant le rendement dans les wilayas du sud, le ministre a rappelé qu'il était de 47-51 quintaux/hectare la saison précédente, estimant qu'"il ne devrait pas être inférieurs à 55 quintaux/hectare en 2024-2025" avec la décision du président de la République de porter à 500.000 hectares les superficies cultivées en

céréales dans le sud. S'agissant des légumineuses, un objectif de 150 hectares a été fixé pour cette saison, a ajouté M. Cherfa, qui a appelé à accorder de l'importance à cette filière et à remédier à la baisse de la production.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juillet 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة		المنتجات
		معدل DA / Kg Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	دج / كغ	
Légumes frais	Pomme de terre	109	119	98		البطاطا
	Tomate	67	81	54		الطماطم
	Oignon sec	45	51	39		البصل الجاف
	Ail sec	335	398	273		الثوم الجاف
	Carotte	70	78	61		الجزر
	Navet	130	144	116		لفت
	Poivron	97	109	85		الفلفل الاخضر
	Piment	112	130	94		الفلفل الحار
	Courgette	76	87	65		الكوسة
	Haricot vert	192	215	168		الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	91	102	80		الخس
	Pomme locale	427	538	316		التفاح المحلي
	Datte	571	700	442		التمر
	Melon	111	129	94		البطيخ الاسفر
	Pastèque	87	98	75		البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Banane	357	372	343		الموز
	Viande bovine locale	1730	1874	1585		لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	378	389	367		الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14		الببيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	94	100	88		حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

NOUVELLE STRATÉGIE CLIMATIQUE DE SONATRACH

Reboisement, technologies de capture du carbone et transition énergétique

Sonatrach a élaboré une stratégie ambitieuse pour lutter contre le changement climatique, fondée sur trois piliers principaux. Les investissements massifs visent à réduire l'empreinte carbone à travers des projets de reforestation, des technologies de capture et de stockage du carbone, et le développement des énergies renouvelables. L'adoption de nouvelles technologies est essentielle, notamment l'utilisation de satellites pour surveiller les émissions et des systèmes avancés de mesure et de vérification. Le renforcement des capacités professionnelles est également crucial, avec une formation intensive des employés pour qu'ils adoptent et mettent en œuvre les meilleures pratiques en matière de durabilité, a indiqué, Abdelkader Fodil Cherif, directeur chargé de l'environnement et du développement durable chez Sonatrach.

Par Mourad A.

Lors de son intervention à la radio, Fodil Cherif a expliqué que pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, Sonatrach a mis en place des mesures spécifiques visant à diminuer les émissions de méthane et de gaz torchés, tout en décarbonisant l'énergie utilisée pour la production. La transition énergétique, intégrant des sources d'énergie plus durables telles que les carburants à faible teneur en carbone et l'hydrogène vert, est également un axe clé de cette stratégie. Elle vise à réduire l'empreinte carbone de l'entreprise tout en répondant à la demande croissante d'énergie de manière durable. « La réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les installations existantes et la transition énergétique du modèle économique de Sonatrach font partie des mesures adoptées. Le premier axe concerne la réduction des émissions de méthane et de gaz torchés, ainsi que la décarbonisation de l'énergie utilisée pour la production, afin de rendre

Sonatrach compétitive sur les marchés en termes de densité carbone », a-t-il ajouté. L'invité de la radio a également indiqué que Sonatrach utilise des outils avancés de programmation stratégique pour anticiper et répondre aux changements climatiques, aux évolutions du marché, ainsi qu'aux développements technologiques et législatifs. Ces outils permettent de mettre en place des programmes stratégiques à court, moyen et long terme, favorisant ainsi les investissements dans le renforcement des capacités de production de l'entreprise. Le succès de cette stratégie repose largement sur le capital humain de Sonatrach, constitué de spécialistes en analyse stratégique et de ressources techniques. La gouvernance climatique est intégrée dans la gouvernance globale de l'entreprise, axée sur la gestion des risques et la définition claire des responsabilités et des rôles. Sonatrach met un point d'honneur à la transparence et à l'éthique dans toutes ses opérations, garantissant que les actions de l'entreprise sont alignées avec ses objectifs

de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les investissements prioritaires sont orientés vers l'atteinte de ces objectifs, assurant ainsi une gestion responsable et durable de l'environnement. « Les outils de programmation stratégique et de gestion des risques environnementaux de Sonatrach sont importants pour la lecture des signaux liés aux changements climatiques, aux évolutions du marché, ainsi qu'aux développements technologiques et législatifs. Concernant la "gouvernance climatique", elle est intégrée dans la gouvernance globale de l'entreprise et est axée sur la gestion des risques, ainsi que sur la définition des responsabilités et des rôles dans la gestion du climat et des risques », a-t-il dit. Pour rappel, Sonatrach a lancé une ambitieuse stratégie climatique visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir les énergies renouvelables. Cette initiative comprend un projet pilote de plantation de 10 millions d'arbustes sur 13 000 hectares, s'inscrivant dans un plan plus vaste visant à planter 420 millions

d'arbres sur 560 000 hectares, avec un budget d'un milliard de dollars. En collaboration avec l'Agence spatiale algérienne, Sonatrach utilisera des images satellites pour surveiller les émissions de gaz. Lors de la cérémonie de signature de cette nouvelle stratégie climat le 22 juillet dernier, la ministre de l'Environnement, Fazia Dahleb, a souligné que cette stratégie soutient les engagements de l'Algérie selon l'accord de Paris. Elle inclut également des investissements dans le reboisement, l'innovation énergétique et la mise en place d'une gouvernance climatique. De son côté, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a insisté sur l'importance d'adapter le secteur énergétique aux normes environnementales et a confirmé un investissement d'un milliard de dollars pour le reboisement. La stratégie comprend aussi le développement de l'hydrogène vert et des technologies à faible teneur en carbone pour renforcer la performance énergétique et la position internationale de l'Algérie.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Bouira est «un pôle industriel par excellence»

La wilaya de Bouira est devenue "un pôle industriel par excellence" grâce à l'ouverture de trois complexes de l'industrie pharmaceutique dans la zone d'Oued El Bardi, a déclaré le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, au cours de sa visite dans cette wilaya du centre du pays. S'exprimant lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite à Bouira, le ministre a mis en valeur les efforts consentis en matière d'accompagnement des investissements pour la réalisation de trois

complexes de l'industrie pharmaceutique à savoir "Biopharm, Mag Pharm, et Rosas pharm", tous inaugurés lundi par M. Aoun en compagnie du ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed. "Cette visite nous a permis de voir de près les grandes réalisations que connaît le secteur de l'industrie dans cette wilaya, qui est devenue un pôle industriel par excellence grâce à la réalisation et l'inauguration de ces unités qui produisent et fabriquent des médicaments utiles pour la prise en charge des malades", a déclaré à la presse M.

Aoun. Il a réaffirmé, par la même, la volonté de son département à œuvrer davantage pour le renforcement de l'industrie pharmaceutique afin de couvrir les besoins du marché national en produits pharmaceutiques et en médicaments. A cet effet, M. Aoun a incité les investisseurs à s'intéresser à la production de médicaments anti-cancer, car, a-t-il dit, "le challenge d'aujourd'hui est de produire des médicaments pour alléger les souffrances des cancéreux, ainsi que celles des diabétiques à travers le pays".

"Cette vision s'inscrit dans le cadre du programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui insiste sur le renforcement de la production de médicaments et de traitements pour les malades atteints de cancer", a-t-il rappelé. Pour renforcer le secteur de l'industrie pharmaceutique, M. Aoun a réitéré la nécessité de renforcer la coordination entre l'université et ces complexes afin de former davantage de pharmaciens spécialisés dans l'industrie de médicaments "Le secteur a besoin d'une main d'œuvre spécialisée et qualifiée

pour développer cette industrie", a encore insisté le ministre. Le complexe industriel Biopharm est implanté dans la zone industrielle de oued El Bardi sur une assiette de 52 hectares, dont 5000 m2 réservés à la production des médicaments, selon les responsables du complexe. "Nous avons mis en place 5 lignes de production de médicaments pour une cinquantaine de produits de forme liquide", avait déclaré précédemment le PDG du groupe Biopharm, Abdewahid Kerrar.

EXPORTATIONS DE PIÈCES DE RECHANGE D'ÉLECTROMÉNAGER

Le gouvernement donne son quitus

Une nouvelle ère pour l'industrie nationale d'électroménager. Dans l'objectif de booster les exportations des pièces de rechanges des appareils électroménagers fabriqués localement, le gouvernement vient de prendre une nouvelle décision encourageante pour les opérateurs économiques activant dans le secteur. Désormais, l'exportation des pièces de rechange est autorisée. C'est ce que révèle le Conseil du renouveau économique algérien (CREA). « Dans le cadre de l'encouragement et de la promotion des exportations et de l'accompagnement des opérateurs exportateurs de produits hors hydrocarbures, et dans l'esprit de la prise en charge des préoccupations des acteurs

économiques portées à la connaissance des pouvoirs publics par le Conseil du renouveau de l'économie algérienne (CREA), nous avons l'honneur et le plaisir de vous annoncer que le Premier ministre nous a informés de l'adoption de mesures visant à lever les restrictions réglementaires liées à l'exportation des pièces de rechange qui font partie du service après-vente des produits électroniques commercialisés par nos opérateurs à l'étranger », est-il mentionnée dans le communiqué du CREA. Selon la même source, ces mesures « auront un impact positif certain sur l'exportation des produits électroniques fabriqués en Algérie en permettant à nos entreprises d'offrir des

produits de qualité et un service après-vente répondant aux normes internationales ». A cet égard, l'organisation présidée par Kamel Moula a exprimé sa haute appréciation de « l'esprit d'écoute et de concertation permanent des autorités pour prendre en charge les préoccupations des opérateurs, ce qui profitera à l'économie nationale ». Cette décision du Gouvernement fait suite à la réunion tenue, avril dernier, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, avec des représentants du ministère de l'Industrie, le président du conseil du renouveau économique algérien (Crea), accompagné de chefs d'entreprises activant dans le domaine de l'industrie de

l'électroménager, des représentants de la banque d'Algérie et de la direction générale des douanes, ainsi que le président de l'association nationale des exportateurs algériens (Anexal). L'objectif était d'examiner les moyens de renforcer l'exportation des appareils électroménagers algériens, en assurant le service après-vente, ainsi que les défis que doivent relever les exportateurs. D'autant que plusieurs marques algériennes enregistrent une forte demande dans de nombreux marchés internationaux, au vu de la qualité de leurs produits et leur conformité aux normes. Néanmoins, la réglementation en vigueur freine l'exportation de pièces de rechange. Une entrave, désormais, levée.

BOUMERDES

Hausse de 900 ha du vignoble local en une année

La superficie réservée à la viticulture dans la wilaya de Bouverdes a connu une hausse de 900 ha entre 2023 et 2024, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Ces 900 ha supplémentaires de vignes, déjà entrées en production, a porté la superficie totale du vignoble local à plus de 20.000 ha, a indiqué la cheffe du bureau de production agricole à la DSA, Fatima Akrouf. La superficie dédiée à la viticulture à Bouverdes représente 31% de la Surface agricole utile (SAU) de la wilaya et 70 % de la superficie irriguée, a-t-elle ajouté. Mme Akrouf a souligné, en outre, que la wilaya qui couvre 53 % des besoins nationaux en raisin, œuvre au maintien de sa place de leader à l'échelle nationale en matière de production de différentes variétés de ce fruit, affirmant la "poursuite de l'extension du vignoble local dans les prochaines années". Une grande partie des nouveaux vignobles était des terres incultes ayant fait l'objet d'importantes opérations de mise en valeur, tandis que le reste sont des terres agricoles inexploitées qui ont été récupérées et redistribuées à des agriculteurs pour les cultiver, a-t-elle précisé. A noter que la wilaya assure la production de 11 variétés de raisins dominée par le "Sabel" cultivé sur près de 50% du vignoble local, suivi par le "Cardinal" (19%) et le "Red Globe" (18%). La récolte du raisin, qui a débuté fin juin dernier pour se poursuivre jusqu'à fin novembre prochain, est axée actuellement sur la variété "Cardinal", selon la DSA

MOSTAGANEM

Des facilités accordées aux producteurs de pomme de terre pour préparer la campagne d'arrière-saison

Les producteurs de pomme de terre de la wilaya de Mostaganem ont bénéficié de plusieurs facilités pour la préparation de la campagne de production d'arrière saison, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a tenue, dimanche, une réunion consacrée aux facilités accordées aux agriculteurs, dans le cadre de la préparation de la campagne de labours-semailles de pomme de terre d'arrière-saison, qui sera lancée dans les prochains jours. Dans ce cadre et après avoir écouté les préoccupations de 27 producteurs locaux de pomme de terre, le wali a pris une batterie de mesures et dispositions visant à doubler les superficies réservées à ce tubercule d'arrière saison et garantir l'abondance dans les marchés régionaux et nationaux, a-t-on ajouté. Dans ce cadre, M. Boudouh a ordonné de faciliter les mesures d'octroi de fonçage de puits aux agriculteurs concernés par cette

opération, de fournir les engrais et les semences nécessaires et de réserver un guichet au niveau de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) pour la gestion de l'opération d'obtention de crédits. Le même responsable a exhorté les producteurs à élargir des superficies emblavées, lors de la prochaine campagne, et le passage de moyens conventionnels aux moyens modernes, notamment avec l'utilisation de moyens de labours-semailles et d'irrigation modernes, contribuant à l'abondance de ce produit essentiel dans la chaîne alimentaire algérienne. Le wali a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de la coordination entre tous les secteurs concernés par cette campagne, dont l'octroi

aux producteurs de permis de fonçage de puits avant la fin du mois d'août prochain. La production de la wilaya de Mostaganem en pomme de terre de saison, dont la campagne a été achevée dernièrement, a atteint plus de 3,2 millions de quintaux, dont 57.000 qx destinés aux semences pour satisfaire les besoins agricoles pour la campagne d'arrière saison, a ajouté la direction de wilaya des Services Agricoles. La wilaya de Mostaganem, dont la production a atteint, l'année dernière, plus de 4 millions de qx de pommes de terre, notamment au deuxième trimestre (3,5 millions de qx), à la faveur de la campagne de saison et le 4ème et dernier trimestre (500.000 qx), grâce à la campagne d'arrière-saison.

TISSEMSILT

Vers une production de 450 quintaux de liège

La wilaya de Tissemsilt table sur une production de 450 quintaux de liège, au titre de la campagne de récolte de l'année 2024, lancée le 15 juillet en cours, a-t-on appris, lundi, auprès du Conservateur des forêts de la wilaya M. Larbi Khachamli. M. Khachamli a indiqué que l'opération de collecte est supervisée par l'entreprise régionale de Génie rural "Zaccar" de Chlef, selon une convention cadre signée entre la Conservation des forêts de la wilaya et cette entreprise, sachant qu'une partie des revenus des ventes de

liège reviendront au Trésor public. Le même responsable a expliqué que l'opération de récolte, qui s'étend jusqu'à la fin du mois en cours, cible les chêne-lièges de la forêt "El Madad", sise dans le parc national de la commune de Theniet El Had, sur une superficie dépassant 150 ha. Selon la même source, l'opération de récolte de liège s'effectue sous la supervision du personnel technique de l'administration forestière et le parc national de la wilaya afin de préserver les arbres et éviter les dommages. Le même responsable a déclaré que la

quantité prévue de la production est répartie entre le liège femelle (200 quintaux) et le liège mâle (250 quintaux), faisant observer qu'il s'attend, cette année, à une augmentation de la production par rapport à l'année écoulée, estimée à 9 quintaux, assurant qu'elle a atteint 360 quintaux en 2023. A rappeler que les forêts de liège de la wilaya de Tissemsilt sont répandues, notamment dans le parc national des cèdres de Theniet El Had, ainsi que dans la zone de Aïn Antar dans la commune de Boukaïd. (APS)

BECHAR

240 Gw/h d'électricité et 27 millions m³ de gaz naturel commercialisés en deux mois

La direction de distribution de la Société de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de Bechar a fait état lundi de la commercialisation de 240 Gigawatts-heures (Gw/h) d'électricité et plus de 27 millions de mètres cubes de gaz naturel dans cette wilaya en deux mois. La distribution de ce volume d'énergie a permis la satisfaction durant cette période estivale des besoins de ses 80.690 abonnés au réseau d'électricité et 39.106 au réseau de gaz naturel, et ce à tra-

vers 2.621 kilomètres linéaires (Km/l) de réseaux de transport d'électricité et 866 km/l de réseau de gaz naturel, a précisé la chargée de communication de cette direction, Mme Lynda Mekkaoui. L'opération a pu être concrétisée grâce à une importante infrastructure, à savoir 2.172 transformateurs électriques et six (6) autres équipements d'énergie gazière, réalisés à travers la wilaya dans le cadre des efforts d'amélioration et de renforcement du service public en matière énergétique, a-t-elle si-

gnalé. L'amélioration et le renforcement du service énergétique en prévision de l'augmentation de la demande de l'énergie électrique en période estivale a permis la réalisation d'un nouveau réseau de transport et de distribution de l'ordre de 44,22 km/l, dont 11,6 km/l dédiés à la moyenne tension (MT) et 32,62 km/l à la basse tension (BT), en plus de la maintenance et la rénovation de plusieurs segments d'un réseau de 486,62 km/l de transports et de distribution d'électricité à travers la wilaya,

a ajouté Mme Mekkaoui. De même, 1.583 exploitations agricoles implantées à travers 85 périmètres agricoles de mise en valeur des terres sahariennes ont été raccordés au réseau électrique, selon la même source. Cette réalisation a été rendue possible à la faveur d'un réseau de transport et de distribution de 1.230 km/l et la mise en place de 255 transformateurs d'une capacité de 160 kilovolts, a-t-elle fait savoir.

MASCARA

Plus de 1,4 million de quintaux de pomme de terre attendus cette saison

La wilaya de Mascara prévoit une production de plus de 1,4 million de quintaux de pomme de terre, au titre de la saison agricole en cours, a-t-on appris, du directeur des Services Agricoles Mohamed Amine Djebiri. M. Djebiri a indiqué qu'une opération de collecte de ce produit a été lancée, prévoyant une production estimée à plus de 1,3 million de quintaux de pomme de terre de consommation et plus de 133.000 quintaux de pomme de terre de semences, avec une prévi-

sion pouvant atteindre un rendement compris entre 250 et 290 quintaux l'hectare, selon les données de l'antenne de la délégation agricole. Au cours de cette saison agricole, plus de 5.500 hectares de terres réservées à la pomme de terre de saison ont été emblavés, dont 534 ha destinés à la production de semences, selon la même source. Le même responsable prévoit une "augmentation" de la production de pomme de terre saisonnière, par rapport à celle de la dernière campagne

agricole, au cours de laquelle près de 1,3 million de quintaux de pomme de terre ont été produits, imputant cette hausse à l'extension de la superficie consacrée à cette culture stratégique. Afin de développer la filière de la pomme de terre, lors la saison agricole prochaine, la chambre de l'agriculture de la wilaya a lancé, récemment, en coordination avec la direction des services agricoles et le Conseil interprofessionnel de la filière pomme de terre, ainsi que la fédération des producteurs de pomme de terre de la wilaya, un

programme de travail comprenant l'organisation de l'opération de récolte et de stockage de "grandes quantités" dans les chambres froides dont dispose la wilaya. La culture de pomme de terre non saisonnière est répandue dans les régions du sud-ouest de la wilaya de Mascara, à l'instar des communes de Ghriss, Froha, Maoussa, Sidi Kada, Hachem et Sidi Boussaïd, où la direction des services agricoles dénombre plus d'un millier d'agriculteurs affiliés à cette culture.

TRAGÉDIE DES BIENS COMMUNS

L'eau et les océans, la poudrière mondiale

Les batailles autour des ressources marines et de l'approvisionnement en eau douce seront l'enjeu majeur de ce siècle.

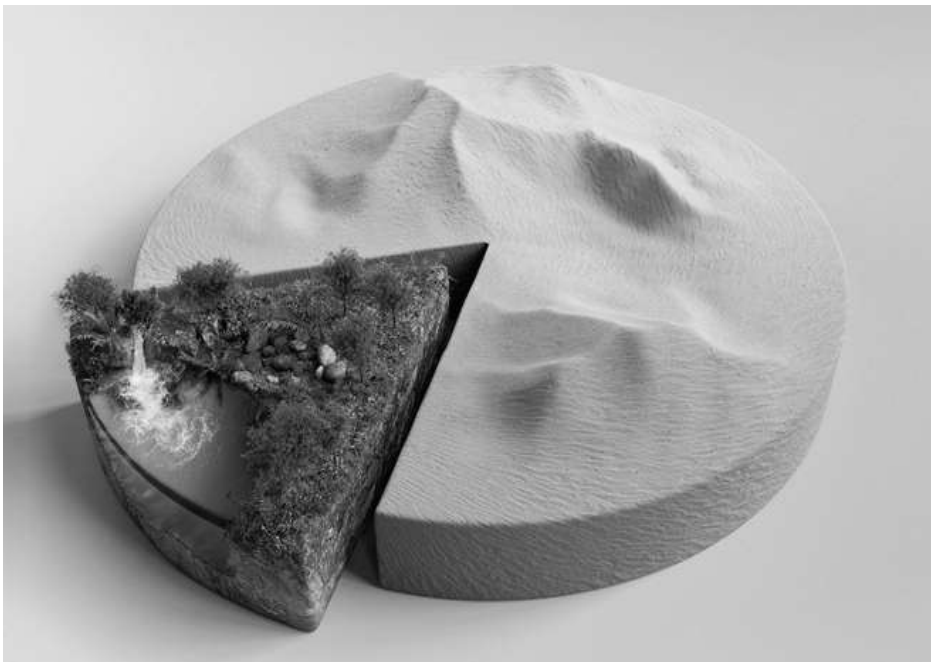
Que serait l'été sans eau ? Sans jouer à la plage, pêcher dans un lac ou savourer un roman au bord d'une piscine ? Et pourtant, pour tous ceux qui se soucient de la santé des océans du monde, 2024 a été une année sombre. Des décès massifs de poissons, dus à la sécheresse et à la chaleur, ont été signalés de part et d'autre de la planète, au Viêt Nam et au Mexique. La plupart des récifs coralliens de la planète ont blanchi, un processus par lequel la température anormalement élevée de l'eau rend le corail cassant, blanc comme de l'os et vulnérable aux maladies, dont certaines mortelles.

Pénuries d'eau douce

Les nouvelles ne sont guère plus réjouissantes pour les humains. En mars, les Nations unies ont indiqué qu'environ la moitié de la population mondiale est confrontée chaque année à une "grave pénurie d'eau". La sécheresse a provoqué l'assèchement de l'un des principaux réservoirs de Mexico, et la croissance démographique a conduit la ville à trop pomper dans sa nappe phréatique, ce qui l'a amenée le sol de la ville à s'affaisser progressivement – un destin similaire à celui de Jakarta, qui s'enfonce si rapidement que l'Indonésie est en train de construire une nouvelle capitale sur une autre île. L'humanité, une espèce nourrie sur une planète aquatique, a du mal à gérer sa ressource la plus abondante, comme le soulignent deux nouveaux ouvrages.

Des océans vitaux pour l'humain et la planète

'The High Seas' [La haute mer : cupidité, pouvoir et bataille pour les océans non revendiqués, non traduit] d'Olive Heffernan est le plus convaincant et le mieux documenté des deux. Il se concentre sur les 64 % des océans du monde qui échappent au contrôle d'un pays et couvrent environ la moitié de la surface de la Terre. Elle affirme que le monde est témoin d'une "tragédie saline" des biens communs à grande échelle. Les océans constituent le plus grand puits de carbone de la Terre, ayant absorbé environ un tiers de toutes les émissions de carbone depuis l'aube de l'ère industrielle. Le phytoplancton – une flore et des bactéries minuscules – absorbe environ autant de carbone que toutes les plantes et tous les arbres terrestres réunis. Les océans fournissent également environ un sixième des protéines animales consommées par l'homme dans le monde. Les pays et les entreprises, qui prennent tous des décisions rationnelles individuelles, risquent de causer des dommages irréparables à ces deux fonc-



tions. Parfois, ces décisions sont légales : aucune loi n'empêche la Russie d'envoyer ses satellites hors service se reposer dans une partie reculée de l'océan Pacifique, malgré les risques pour l'écosystème marin. Mais souvent, elles ne le sont pas : certains navires de pêche chinois, par exemple, utilisent des filets illégaux, s'emparent de poissons protégés tels que les requins près des Galápagos et mentent sur leurs prises.

Les enjeux de la zone mésopélagique

Cette tension entre rationalité et risque n'est nulle part plus évidente que dans les tentatives d'exploitation de la zone mésopélagique de l'océan, la région située entre l'endroit où la photosynthèse s'arrête (à environ 200 mètres sous la surface) et la partie entièrement dépourvue de lumière (qui commence à environ 1 000 mètres de profondeur). Cette zone abrite des animaux étranges, comme le siphonophore, une colonie tentaculaire de créatures urticantes, et des avocettes ruban, de fines anguilles qui possèdent 750 vertèbres (la plupart des humains adultes en ont 24). Les créatures mésopélagiques représentent 95 % du poids vivant de l'océan. Chaque jour, elles effectuent la plus grande migration animale au monde, remontant des profondeurs pour se nourrir à des niveaux plus élevés. Plusieurs pays ont tenté de pêcher dans les zones mésopélagiques, mais sans succès, invoquant des coûts élevés pour des prises trop faibles. La Norvège, quant à elle, déploie des efforts plus soutenus, transformant des créatures peu appétissantes en farine de poisson pour ses florissants (et lucratifs) élevages de saumon. Mais les organismes mésopélagiques jouent un rôle essentiel dans le cycle de séquestration du carbone de l'océan, et personne ne sait quels seront les effets d'une réduction de leur nombre, si un jour la zone peut être pêchée de manière durable ou si elle devenait rapidement aussi

surexploitée que la surface. Comme l'explique un chercheur, "si cela fonctionne, il s'agira d'une pêche opportuniste (...) il faudra aller chercher le plus de poissons possible avant qu'ils ne disparaissent".

Ressources minières et médicales

Cette spéculation sur les avantages à court terme par rapport à des dommages à long terme inconnus mais plausiblement catastrophiques revient tout au long du livre. Les fonds marins sont riches en ressources minérales, notamment en or et en platine, et bien que personne n'ait encore trouvé le moyen de les exploiter à moindre coût, les efforts s'intensifient. Certains de ces minéraux peuvent aider le monde à devenir plus vert, mais la perturbation des fonds marins crée des panaches de sédiments qui étouffent les créatures qui s'y trouvent et causent des dommages durables à la biodiversité. Parfois, les préoccupations d'Olive Heffernan tournent à l'excès. La vie marine offre un immense potentiel commercial. L'AZT, un médicament contre le VIH, et le remdesivir, le premier traitement approuvé contre le covid, sont issus de composés trouvés dans les éponges. Quelque 34 000 composés marins ont été identifiés comme pouvant être utilisés dans toute une série de produits, notamment l'alimentation du bétail, les crèmes glacées et les tests de dépistage de virus. Autrefois, les scientifiques récoltaient ces composés à partir de la vie marine elle-même ; aujourd'hui, ils peuvent utiliser des informations génétiques téléchargées dans des bases de données en ligne. L'auteur se demande si l'utilisation du séquençage génétique numérique relève de la "biopiraterie", mais on ne sait pas exactement ce qui est volé et à qui. Dans l'ensemble, cependant, son livre est admirablement clairvoyant, refusant le réconfort facile des traités sans effets et de la bouillie politicienne apaisante. Alors que l'Ara-

bie saoudite construit une économie plus verte tout en se positionnant pour être "le dernier survivant en matière d'extraction pétrolière", elle note que de nombreux pays susceptibles de ratifier un traité destiné à protéger la haute mer continueront à polluer et à pratiquer la surpêche.

La gestion de l'eau douce, enjeu géopolitique majeur

Alors qu'Olive Heffernan a traversé le monde et sondé les profondeurs pour écrire son livre, Sir Liam Fox, un ancien politique conservateur, semble avoir sondé les profondeurs de Wikipédia pour rédiger son ouvrage presque comiquement riche en faits, 'The Coming Storm' [La tempête à venir : Pourquoi l'eau écrira le XXIe siècle, non traduit]. Il l'a écrit "pour relier les points" et expliquer pourquoi l'eau – les batailles pour l'accès, les menaces liées au climat et les conflits maritimes – sera la poudrière de ce siècle, au même titre que l'a été le pétrole au cours du XXe siècle. Son raisonnement est sensé : au cours des prochaines décennies, une grande partie de la croissance démographique mondiale aura lieu dans des pays d'Afrique et d'Asie qui ont déjà du mal à fournir de l'eau douce à leurs citoyens. La gestion de l'eau par les pays peut avoir des répercussions sur leurs voisins, ce qui ouvre la voie à des conflits. Des conflits peuvent également éclater à propos de l'accès aux voies de navigation, comme le montre le conflit à bas bruit en mer de Chine méridionale. L'incapacité à fournir de l'eau propre aux citoyens peut conduire à la malnutrition et à la maladie. Et l'abondance peut rapidement se transformer en pénurie : "Les inondés d'aujourd'hui deviendront les assoiffés de demain", affirme Sir Liam. Pourtant, malgré (ou peut-être à cause) les préoccupations louables de Sir Liam et son enthousiasme naïf, son livre se lit comme un bulletin scolaire. Déclarer qu'il est "difficile de prédire avec précision les effets que le changement climatique [...] pourrait avoir à l'avenir sur la santé humaine" n'a rien de bien révolutionnaire. Pourtant, le livre de Sir Liam a de la valeur. Il est alarmant, mais pas alarmiste, et rassemble une quantité considérable d'informations sur l'eau. Aucun des deux ouvrages ne propose de recommandations concrètes au-delà d'une inquiétude accrue. Mais si, au cours de ce siècle, l'eau et la vie qu'elle entretient se raréfient ou sont mises en péril, les conflits et les privations semblent non seulement possibles, mais surtout inévitables.

THE ECONOMIST *The High Seas : Greed, Power and the Battle for the Unclaimed Ocean.* By Olive Heffernan. Greystone ; 352 pages ; \$32.95. Source : Le nouvel Economiste

MAURITANIE

L’Institut Supérieur du Numérique organise une cérémonie en l’honneur de la sortie de la première promotion

L’Institut Supérieur du Numérique a organisé, au Palais des Congrès, une cérémonie en l’honneur de sa première promotion. La cérémonie, qui a débuté par la récitation de l’hymne national et les interventions des encadreurs académiques et des étudiants, a porté sur les missions de l’institut et le rôle qu’il joue dans le développement de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique et sa modernisation, notamment dans le domaine de la numérisation dans ses différentes applications, ce qui a eu un impact positif sur la productivité scientifique et économique du pays en évitant aux étudiants de s’inscrire à l’étranger à des coûts exorbitants. Elle a également comporté une présentation de l’histoire de l’Institut et du processus scientifique qui a permis à cette promotion d’obtenir un diplôme avec des compétences qui ne sont pas moins importantes que celles de leurs homologues dans le monde, ainsi que la distribution de prix et de certificats à ceux qui se sont distingués au sein de l’Institut au cours de ses trois années d’existence et qui ont bien réussi à atteindre ses objectifs et à mettre en œuvre sa mission scientifique et professionnelle. Dans son allocution à cette occasion, le ministre de l’Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, M. Niang Mamoudou, a salué le rôle joué par l’Institut supérieur du numérique et les efforts importants déployés par les professeurs, les formateurs et le personnel académique et éducatif de l’institution pour former des jeunes générations capables de suivre les derniers développements de l’ère moderne et de la science à travers les informations qu’ils reçoivent dans les différents domaines numériques. Il a déclaré, à ce sujet, que “C’est avec un grand plaisir et beaucoup de fierté que je m’adresse à vous aujourd’hui, à l’occasion de la remise des diplômes à la première promotion de SupNum. C’est, en effet, un moment très important pour notre département.”

EGYPTE

Un investissement de 600 millions \$ annoncé dans la fibre optique

En février dernier, Egypt Telecom et 4iG Group avaient déjà signé un accord pour la création d’une coentreprise. Cette dernière devrait construire un câble sous-marin à fibre optique pour relier l’Egypte et l’Albanie.

L’opérateur historique égyptien Telecom Egypt et la société hongroise de gestion de services informatiques 4iG Group prévoient d’investir 600 millions \$ dans l’infrastructure d’accès à la fibre optique en Egypte au cours des 10 prochaines années. Les deux entreprises ont signé, le dimanche 30 juin, un protocole d’accord en vue de créer une coentreprise à cet effet. C’était à l’occasion de la Conférence sur l’investissement Egypte - UE qui s’est tenue au Caire du 29 au 30 juin. Au cours des prochains mois, 4iG Group et Telecom Egypt conviendront du modèle économique, de la structure de propriété exacte, des processus de gouvernance et des détails technologiques de la coentreprise. Cette dernière

aura à construire, exploiter et commercialiser une infrastructure d’accès FTTH (Fiber-To-The-Home) et FTTS (Fiber-To-The-Site) en gros avec une capacité d’au moins 6 millions de foyers. Ce nouveau protocole d’accord intervient cinq mois après que 4iG Group et Telecom Egypt ont signé un accord de coopération pour leur projet de câble sous-marin à fibre optique entre l’Egypte et l’Albanie dévoilé en octobre 2023. Ces initiatives traduisent l’ambition de Telecom Egypt de renforcer son infrastructure numérique et de s’imposer comme leader dans un contexte de transformation numérique accélérée. « Grâce à cet accord, qui tirera parti de nos forces respectives dans le secteur des TIC, nous accélè-

rons la transformation numérique de l’Egypte grâce au réseau adapté aux besoins futurs pour l’avenir qui renforcera la 5G et de nombreux autres services de nouvelle génération tels que l’IoT et les réseaux d’entreprise », a déclaré Mohamed Nasr, directeur général de Telecom Egypt. Le partenariat permettra également d’accélérer la réalisation des ambitions de transformation numérique du gouvernement notamment en améliorant l’accès des populations au haut débit. L’Egypte comptait, fin 2023, 81,2 millions d’abonnements aux services Internet selon les données officielles. Le pays comptait également 113,9 millions d’abonnements à la téléphonie (fixe et mobile).

QATAR

Les exportations en baisse

Les exportations qatariennes au premier trimestre 2024 (T1-2024) s’élèvent à près de 24,1 Mds USD, en baisse de 8,6% en glissement annuel. Absorbant 81% de ses exportations (19,52 Mds USD) et fournissant 39,3% des importations (3,7 Mds USD), la zone « Asie », Chine, Corée du Sud et Inde en tête, est le principal partenaire commercial du Qatar. Les zones

« Union européenne » et « CCEAG » suivent avec respectivement 6,7% (1,61 Mds USD) et 8,9% (2,15 Mds USD) des exportations qatariennes et fournissant 26,8% (2,54 Mds USD) et 12,9% (1,22 Md USD) des importations. L’excédent commercial qatarien enregistre une baisse de -28,6% en g.a. (-4,18 Mds USD), lié principalement aux hydrocarbures (-10,9% en g.a.),

que n’a pas compensé l’augmentation marginale d’autres postes d’exportations. Moody’s reconduit la bonne notation de quatre des principales banques du Qatar. En effet l’agence de notation new-yorkaise a confirmé à A1 avec une perspective stable la notation de Qatar Islamic Bank (QIB), première banque islamique et seconde banque

du Qatar en volume d’actifs sous gestion (« AUM », 52 Mds USD). De même les notations de Dukhan Bank (2ème banque islamique du pays, 31,4 Mds USD d’AUM), Commercial Bank Qatar (CBQ, 2ème banque commerciale du pays avec 45,2 Mds USD d’AUM) et Ahli Bank (16,6 Mds USD d’AUM) ont été confirmées à A2, A3 et A2 respectivement, avec des perspectives stables.

PÉNURIE DES PIÈCES DE RECHANGE EN TUNISIE

Une crise qui pèse sur les consommateurs

Depuis un bon moment, la Tunisie traverse une crise des pièces de rechange automobiles qui perturbe la vie de nombreux citoyens. A mesure que les coûts augmentent et que les délais s’allongent, maintenir un véhicule en état de marche est devenu un défi de taille pour les automobilistes tunisiens. La pénurie des pièces de rechange en Tunisie met en lumière une problématique complexe, enracinée dans des enjeux économiques et logistiques qui pèsent lourdement sur les consommateurs. La dépréciation du dinar tunisien et la nécessité de payer des pièces au prix international en dinars augmentent considérablement le coût des ré-

parations. Les automobilistes tunisiens se trouvent ainsi pris dans un engrenage de difficultés, allant de l’attente prolongée à des coûts insoutenables, menaçant leur mobilité et leur quotidien. Le coût caché de la dépréciation La dépréciation du dinar tunisien par rapport aux devises étrangères est l’un des facteurs clés qui exacerbent la crise des pièces de rechange automobiles en Tunisie. Depuis plusieurs années, la monnaie nationale subit une pression constante sur le marché international, entraînant une baisse de sa valeur. Cette dévaluation signifie que l’importation des pièces de rechange, qui doit souvent se faire en devises étran-

gères telles que l’euro ou le dollar, devient de plus en plus onéreuse pour les importateurs locaux. En conséquence, ces coûts supplémentaires sont répercutés sur les consommateurs. Bien que les Tunisiens paient ces pièces en dinars, les prix sont déterminés sur la base des équivalents internationaux. Ainsi, chaque fluctuation du taux de change se traduit par une hausse immédiate des prix au détail, même pour les pièces les plus courantes et les plus essentielles. Cette situation oblige les automobilistes à déboursier des sommes considérables pour des réparations qui seraient autrement plus abordables. Pour les consommateurs, déjà

confrontés à un contexte économique difficile marqué par une inflation croissante et un pouvoir d’achat en baisse, cette augmentation des coûts constitue un fardeau supplémentaire. Les dépenses liées à l’entretien et à la réparation des véhicules grèvent considérablement le budget des ménages, contraignant certains à différer des réparations nécessaires, voire à se passer temporairement de leur véhicule. Cette pression économique est ressentie de manière aiguë par la population, pour qui la voiture est souvent indispensable au quotidien, que ce soit pour se rendre au travail, accompagner les enfants à l’école ou effectuer d’autres tâches essentielles.

ETHIOPIE

La Banque centrale introduit un régime de change pour sa monnaie

Depuis 2021, l’Ethiopie veut restructurer sa dette et lutter contre une pénurie de devises étrangères. En pleine négociations avec le FMI pour un financement, le pays vient d’adopter une libéralisation de son taux de change et un assouplissement des conditions de détention de devises étrangères.

La National Bank of Ethiopia (NBE), Banque centrale de l’Ethiopie, a annoncé ce lundi 29 juillet 2024, une réforme majeure du régime des changes du pays. Selon la NBE, cette réforme, qui entre en vigueur immédiatement, « introduit un système de taux de change basé sur le marché afin de corriger une distorsion économique de longue date ». Cette réforme des changes fait partie intégrante d’un vaste programme de réformes économiques accéléré qui sera déployé sur les prochains mois. Basé sur Home Grown Economic Reform Plan (HGER 2.0), ce programme vise à « restaurer la stabilité macroéconomique, à stimuler l’activité du secteur privé et à garantir une croissance durable, inclusive et étendue ». Ainsi, en dehors de l’adoption d’un régime de change flottant pour le birr, la monnaie nationale, les réformes incluent également la suppression des exigences de cession de devises à

la NBE, la levée les restrictions à l’importation de 38 catégories de produits, l’amélioration des règles de rétention permettant aux exportateurs de conserver désormais 50 % de leurs recettes en devises, contre 40 % auparavant. De plus, les résidents pourront ouvrir des comptes en devises basés sur des transferts de l’étranger, des revenus en devises et autres cas spécifiés. « Les plafonds de taux d’intérêt pour les entreprises privées et les banques empruntant à l’étranger seront supprimés », précise la Banque, ajoutant que « les restrictions sur la quantité de devises que les voyageurs peuvent transporter seront assouplies ». Cette réforme vise à remédier à des pénuries de devises étrangères, à améliorer la compétitivité des exportations ainsi qu’à attirer les investissements étrangers directs (IDE). Elle intervient alors qu’Addis-Abeba a entamé des négociations avec le FMI et la Banque mondiale pour obtenir jusqu’à 10,5 milliards \$ de

financement en vue de soutenir son économie. L’objectif est également de restructurer une dette extérieure qui s’élevait à 28,5 milliards de dollars à fin 2023, dans un contexte où le pays des négus qui avait demandé début 2021 une large restructuration de sa dette extérieure, au titre du Cadre commun du G20, avait fini par suspendre provisoirement le remboursement de sa dette bilatérale. En vue de débloquer ce financement, les autorités doivent s’entendre avec les équipes du FMI pour la mise en place d’une batterie de réformes. Après plusieurs visites dans le pays, les responsables du FMI ont indiqué en mai dernier « avoir fait des progrès substantiels pour établir comment le FMI peut soutenir le programme économique des autorités » tout en rappelant que les discussions se poursuivaient en vue de parvenir à un accord. D’après les données disponibles au 29 juillet 2024, le birr a perdu 3,54% de sa valeur face au dollar, sur un an.

RAFFINERIE DE CABINDA EN ANGOLA

Nouveau délai annoncé pour son lancement

Acteur majeur du marché pétrolier africain, l’Angola qui souhaite accroître la capacité de raffinage de son pétrole brut, a initié un programme de construction de nouvelles raffineries. Celle de Cabinda est l’une d’entre elles. L’Angola devrait procéder, d’ici la fin de l’année, à la mise en service de sa raffinerie de Cabinda, l’une des trois que le pays tra-

vaillait à mettre en place, pour réduire sa dépendance aux importations de produits pétroliers. « L’idée est de commencer la mise en service d’ici la fin de l’année. Nous voulons atteindre la pleine production d’ici la fin du mois de juillet 2025 », a déclaré Marcelo Hofke, le patron de l’installation, alors qu’il s’exprimait jeudi 25 juillet sur les avancées de la construction.

Exécutée à hauteur de deux tiers, cette infrastructure d’une capacité de raffinage attendue de 60 000 b/j, dont la mise en service avait été annoncée pour juillet 2022, est comme celle de Lobito (200 000 b/j), ou encore celle de Soyo (100 000 b/j), stratégique dans le plan de Luanda, d’assurer le raffinage local d’une partie de son brut.

SÉNÉGAL/MALI

Resolute profite de la hausse du prix de l’or au 2^e trimestre

Syama au Mali et Mako au Sénégal sont les deux mines d’or du portefeuille de l’australien Resolute Mining en Afrique de l’Ouest. Au premier trimestre 2024, la compagnie a dû vendre de l’or à un prix inférieur à celui du marché en raison d’accords de vente à terme de sa production. Resolute Mining, propriétaire des mines d’or Syama (Mali) et Mako (Sénégal), a publié le 29 juillet son bilan d’activités pour le deuxième trimestre 2024. Au cours de la période, la com-

pagnie australienne a vendu 88 321 onces d’or à un prix moyen de 2 342 dollars l’once, contre un prix moyen de 1 950 dollars l’once pour 69 000 onces vendues au premier trimestre. Pour la première fois de l’année, Resolute a en effet pu vendre toute sa production au prix de l’or au comptant, après la fin des accords de vente à terme de sa production. Selon les calculs de l’Agence Ecofin, la compagnie a engrangé 206 millions de dollars au deuxième trimestre, contre 134,5 mil-

lions de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 53 % en glissement trimestriel. « Cette performance a propulsé Resolute dans sa position la plus solide depuis longtemps, avec une trésorerie nette au 30 juin de 96,6 millions de dollars. Les deux exploitations ont réalisé des performances conformes aux attentes pour le trimestre », a commenté Terry Holohan, PDG de la compagnie. À la fin des six premiers mois de l’année, notons que Resolute enregistre

une légère baisse de sa production d’or à 167 140 onces, contre 176 631 au premier semestre 2023. Si la production est restée stable sur la mine sénégalaise Mako à 63 081 onces, elle a en revanche baissé de 8 % en glissement annuel pour s’établir à 104 059 onces à Syama au Mali. Ces chiffres placent néanmoins la compagnie en bonne voie pour attendre ses prévisions pour l’année. Resolute veut notamment produire entre 345 et 365 000 onces en 2024.

BURKINA FASO

Prêt approuvé pour améliorer la mobilité à Bobo-Dioulasso, Ouahigouya, Kaya

Selon les clauses de l’accord de financement signé en octobre 2023 pour améliorer la mobilité dans les villes burkinabé de Bobo-Dioulasso, Ouahigouya et Kaya, les fonds IDA de la Banque mondiale fourniront 95% du financement et l’Etat 5%. Le Parlement du Burkina Faso a récemment ratifié un accord de prêt de la Banque mondiale destiné à financer le

projet PMUDVS (Projet de mobilité, de développement urbain des villes secondaires), qui intègre des infrastructures routières et autres ouvrages pour faciliter le transport. Le programme est conçu pour résoudre les problèmes de mobilité dans les villes de Bobo-Dioulasso, Ouahigouya et Kaya. Son volet transport, évalué à près de 119 milliards FCFA par le ministre des

Transports Roland Somda, selon des sources locales, comprend « la construction d’infrastructures routières, l’acquisition de matériel roulant dont des bus pour le transport urbain, une phase pilote d’acquisition de taxis, et l’aménagement de plateformes multimodales pour gérer le fret urbain ». Selon les détails révélés par le ministère en février dernier, l’initiative vise à rat-

traper le retard infrastructurel de ces villes secondaires qui connaissent une poussée démographique rapide. Une partie des fonds est destinée à la SO-TRACO (Société de transport en commun) pour étoffer son parc de bus, alors qu’une tranche est réservée à l’ONASER (Office national de la sécurité routière) pour renforcer ses politiques de prévention contre les accidents de la route.

GUINÉE

La construction de la route Labé-Mali a démarré

Le projet routier devant relier les villes guinéennes de Labé et de Mali est annoncé depuis quelques années, avec pour but de développer le commerce dans ces pôles de production agricole et minière. En Guinée, le gouvernement a officiellement lancé la construction de la route Labé-Mali, dans le septentrion. Le chantier financé à près de 183 millions d’euros par la Banque Islamique de Développement (BID) porte sur un tronçon de 107 km et devrait durer environ 30 mois. Cette première phase du projet est scindée en 3 sections, à savoir les axes Labé – Sarékaly (38 km), Sarékaly – Yembéring (31 km) et Yembéring – Mali (38 km). La phase 2 dont le financement est en cours de mobilisation, s’étend de Mali à la frontière du Sénégal. L’insuffisance d’infrastructures routières constitue l’un des obstacles au développement des préfectures de Labé et de Mali qui sont pourtant des centres de négoce sous-régionaux, avec un potentiel minier, agricole et touristique. La construction de ces routes devrait permettre d’interconnecter les localités du septentrion, et faciliter l’évacuation des productions vers les marchés de consommation situés plus au Sud. La mise en œuvre du projet impulsera également une autre dynamique aux activités touristiques dans ces zones.

WALL STREET

Sans tendance, dette fédérale stratosphérique

Wall Street termine sans véritable tendance après avoir hésité durant plus de 6 heures entre le vert et le rouge : au final, le Nasdaq Composite grappille 0,1% (alors qu'il gagnait jusqu'à +0,8% initialement), de même que le S&P500, tandis que le Dow Jones s'alourdit de -0,1%.

Le Nasdaq-100 engrange 0,2% dans le sillage de On Semiconductor +15,5%, Tesla +5,6% (avis positif de JPMorgan), Dexcom +5,4% (après -42% la semaine passée), Charter Com +2,6%... et Alphabet +1,5%, la seule GAFAM à avoir affiché plus de 0,3% ce lundi. Depuis son plus haut du 10 juillet, le Nasdaq Composite a corrigé de presque 7% sous l'effet d'un repli de plus de 12% des sept géants de la 'tech' (Nvidia a perdu -1,3%), qui étaient les principaux contributeurs à la hausse de Wall Street depuis un an et demi. La semaine sera de loin la plus chargée de la saison des résultats avec un total de 171 composantes du S&P500 qui publieront leurs chiffres. A ce stade, les sociétés américaines ayant déjà publié ont, pour 78% d'entre elles, dégagé un bénéfice supérieur aux attentes des analystes, contre une moyenne de 74% ces 10 dernières années. Microsoft, Meta, Amazon et Apple, représentant à eux seuls pas loin de 20% de la

pondération du S&P et largement détenus par les investisseurs institutionnels, doivent dévoiler leurs comptes cette semaine, et d'éventuelles déceptions pourraient entraîner de nouveaux dégagements, à l'image d'Alphabet la semaine passée. La remontée du dollar amène à se pencher sur le contexte géopolitique qui se tend au Proche-Orient, au point qu'Emmanuel Macron appelle Israël et le Liban à 'éviter l'escalade'. La paix semble bien compromise et de nombreux pays -dont la France- appellent leurs ressortissants à quitter rapidement Le Liban, Israël et la Palestine. Au-delà de la géopolitique, l'été est traditionnellement propice à une remise en question de la dynamique de l'économie mondiale - avec la résurgence d'inquiétudes concernant la Chine - et le retour des interrogations concernant l'essor des valeurs technologiques. Wall Street ne vit pas un grand moment de suspense avant la réunion de politique

monétaire de la Réserve fédérale mardi et mercredi. Aucun changement de taux n'est attendu mercredi, mais les professionnels espèrent que Jerome Powell, son président, ouvrira la porte à une possible baisse de taux au mois de septembre. Les marchés obligataires US réalisent une

entame de semaine positive avec -2,8 points de base sur le T-Bond '2034' vers 4,172%, tandis que le '2 ans' finit inchangé. A noter : le montant de la dette fédérale américaine a passé le cap des 35.000Mds\$ ce weekend, son total s'élevant à plus de 35.004Mds\$.

CAC 40

Les trimestriels incitent à la prudence

Ami-parcours de la saison des résultats pour le second trimestre, le bilan apparaît mitigé et les opérateurs sanctionnent davantage les déceptions qu'ils saluent les chiffres meilleurs que prévu. Les places financières sont nettement chahutées, pâtissant de quelques profit warnings, à l'image du CAC40 qui vient de repasser dans le rouge depuis le début de l'année. Outre-Atlantique, malgré la perspective grandissante d'une baisse de taux en septembre, les valeurs technologiques subissent des prises de bénéfices, après les déceptions causées par Tesla et Alphabet. Malgré tout, plus de 40% des sociétés du S&P500 ont publié leurs résultats et 78% d'entre elles ont dépassé les attentes concernant les bénéfices. A ce stade, les bénéfices sont désormais atten-

due en hausse de 9.8% pour l'ensemble des valeurs du S&P500 (contre 8.9% fin juin). La volatilité devrait perdurer au gré des résultats, Apple, Meta, Amazon et Microsoft devant publier cette semaine avant le rapport mensuel sur l'emploi américain vendredi. L'attention devrait également se porter sur les banques centrales, avec la décision de la Banque du Japon, de la Fed et de la Banque d'Angleterre. Graphiquement, le CAC40 demeure sous pression et évolue à proximité de la zone de soutien majeure des 7318 points, correspondant à ses plus bas annuels en clôture. Cette zone de cours devra impérativement contenir les velléités baissières sous peine d'une poursuite du mouvement en direction des 7170 points voire 7000 points par extension.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Juillet 2024					
Valeur : 01 Août 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5210	134.5360
1	EUR	EURO		145.6190	145.6487
1	GBP	POUND STERLING		172.9506	172.9699
100	JPY	JAPANESE YEN		86.9055	86.9208
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5498	18.5531
1	CHF	SWISS FRANC		151.7439	151.7780
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.1551	97.1730
1	DKK	DANISH KRONE		19.5150	19.5181
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4306	12.4338
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2480	12.2526
1	AED	UAE DIRHAM		36.6223	36.6304
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8560	35.8619
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.7548	439.9477
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0211	43.4535
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5867	13.5883
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4813	27.6221
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5419	3.5423
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3546	178.3546

BANQUES CENTRALES

Résultats d’entreprises dans le viseur des Bourses

Les Bourses mondiales évoluent de façon prudente et attentiste mardi, patientant avant une série de réunions de banques centrales et de publications d'indicateurs macroéconomiques. En Europe, Paris gagnait 0,40% vers 07H25 GMT, Francfort 0,24% et Milan 0,46%. Londres reculait de son côté de 0,48%. En Suisse, le SMI prenait 0,3%. En Asie, Tokyo a grappillé 0,15% et Shanghai a cédé 0,43%, tandis que Hong Kong a connu le même excès de prudence que les Bourses occidentales la veille et perdait 1,45% dans les derniers échanges. La Bourse de Bombay avançait de 0,47%. Les investisseurs auront du grain à moudre tout au long de la semaine avec un programme dense. Mardi commence la réunion

du comité de politique monétaire de la Fed, la banque centrale américaine. Aucune baisse des taux directeurs n'est attendue mercredi, et Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank, n'attend "certainement pas de feu d'artifice" et "probablement des allusions" de son président Jerome Powell "à une prochaine baisse des taux en septembre". Les réunions de la Banque du Japon (BoJ) et de la Banque d'Angleterre (BoE) figurent aussi à l'agenda de la semaine. En Europe, les chiffres de la croissance économique de la zone euro au deuxième trimestre seront scrutés à 11H00 (09H00 GMT). Du côté des entreprises, la saison de publication des résultats se poursuit, avec le géant

technologique américain Microsoft qui présentera ses comptes mardi après la clôture de Wall Street. "La croissance de ses centres de données sera largement au centre des préoccupations", estime Ipek Ozkardeskaya. Mais "de bons résultats pourraient ne pas susciter le même enthousiasme qu'au cours des trimestres précédents si des entreprises comme Facebook et Google ne confirment pas l'impact positif de l'intelligence artificielle sur leur chiffre d'affaires", ajoute-t-elle.

BP progresse

Le géant pétrolier britannique BP a publié un bénéfice en chute libre au premier se-

mestre, à cause d'ajustements comptables défavorables, notamment des dépréciations d'actifs. Hors éléments exceptionnels, le bénéfice au coût de remplacement, mesure la plus suivie par les marchés, se replie plus modestement. Et son bénéfice net ajusté est supérieur aux prévisions des analystes sondés par Bloomberg. L'action BP progressait de 1,99% à Londres. Retard chez Rakuten L'action du géant japonais des services en ligne Rakuten a perdu 1,56% à Tokyo, après son annonce la veille que la restructuration de son activité de services financiers devrait attendre janvier prochain, au lieu d'octobre comme il le prévoyait jusque-là.

JAPON

La bourse de Tokyo indécise avant la BoJ et la Fed

L'indice vedette de la capitale nippone a progressé de 0,15% à 38.525,95 points, tandis que l'indice élargi Topix a perdu 0,19% à 2.754,45 points. La Bourse de Tokyo a clôturé en ordre dispersé mardi, marquée par des prises de bénéfices après son rebond de la veille et la prudence des investisseurs avant des réunions monétaires

des banques centrales américaine et japonaise. L'indice vedette de la capitale nippone a progressé de 0,15% à 38.525,95 points, tandis que l'indice élargi Topix a perdu 0,19% à 2.754,45 points. «Les marchés boursiers japonais devraient rester nerveux avant la réunion de politique monétaire de la Banque du Japon»

et celle de la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi, a commenté l'analyste Takuma Ikemoto dans une note du Tokai Tokyo Intelligence Lab. A Hong Kong, l'indice Hang Seng baissait de 1,4%. L'indice composite de Shanghai reculait de 0,7% et celui de Shenzhen de 0,5%. L'action du géant japonais des

services en ligne Rakuten s'est repliée de 1,56% après son annonce la veille que la restructuration de son activité de services financiers devrait attendre janvier prochain, au lieu d'octobre comme il le prévoyait jusque-là. Le dollar remontait à 154,71 yens vers 06H10 GMT, contre 154,02 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro s'appréciait aussi à

167,40 yens contre 166,67 yens la veille, et valait 1,0821 dollar, comme lundi. Les cours du pétrole continuaient leur reculade après avoir chuté la veille face aux perspectives mornes de la demande en Chine, première importatrice de pétrole mondiale.

MARCHÉS-CHANGES

Le dollar plus solide avant une décision de la Fed

Le dollar était solide lundi avant une décision de la Fed en milieu de semaine où tous les regards sont tournés vers la politique monétaires et les réunions de banques centrales aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni.

Vers 19H40 GMT, le dollar gagnait 0,29% par rapport à l'euro qui valait 1,0825 dollar pour un euro. Le dollar index qui mesure le billet vert par rapport à un panier de devises, grimpait de 0,23% à 104,55 points. "L'euro est un peu plus faible mais ses pertes sont limitées et il trouve du soutien autour de la zone de 1,08", a commenté Shaun Osborne de Scotiabank. "Les marchés sont focalisés sur les développements qui interviendront avec les banques centrales", a-t-il ajouté. La Réserve fédérale (Fed) conclut mercredi une réunion de politique monétaire à l'issue de laquelle les marchés ne s'attendent pas à une baisse des taux. En revanche, les investisseurs vont guetter

toute indication pour la réunion de septembre où ils parient sur une baisse des taux. "Les marchés anticipent un signal de la Fed indiquant que les responsables politiques se préparent à un assouplissement de la politique monétaire en septembre", a indiqué Shaun Osborne. Selon lui, alors que des réunions de la Banque du Japon et d'Angleterre sont aussi attendues cette semaine, "il y a moins de certitudes sur ce que feront la BoJ et la BoE". La Banque d'Angleterre est susceptible d'annoncer jeudi une baisse de 25 points de base de son taux d'intérêt, actuellement fixé à 5,25%, au plus haut depuis 2008, estime Ipek Ozkardeskaya, de

Swissquote Bank. La décision s'annonce serrée: si l'inflation s'est stabilisée en juin à 2% sur un an au Royaume-Uni, en ligne avec l'objectif de la BoE, la croissance des salaires reste élevée dans le pays. Après avoir chuté à l'annonce d'un important déficit des finances publiques, - un chiffre qui était attendu -, la livre se stabilisait par rapport au dollar à 1,2866 dollar. Du côté du Japon, les économistes ont longtemps tablé sur la possibilité que la Banque du Japon (BoJ) relève de nouveau son taux directeur mercredi, actuellement compris dans une fourchette entre 0 et 0,1%.(APS)

STRATÉGIE NATIONALE POUR LE LITHIUM

le Chili annonce la création d'un réseau visant à protéger les salines et à définir leur exploitation

Dans le but de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie lithium annoncée par le gouvernement, la ministre des mines, Aurora Williams, la sous-secrétaire aux relations économiques internationales (SUBREI), Claudia Sanhueza, et la directrice d'Invest-Chile, Karla Flores, ont rencontré les correspondants de la presse étrangère au Chili. Le rôle stratégique du lithium dans l'électromobilité et les énergies renouvelables en a fait un sujet d'intérêt international. Selon la ministre Aurora Williams, "plusieurs pays ont déclaré le lithium comme minéral critique, et nous sommes confrontés à une demande importante projetée par Coquimbo jusqu'en 2035. De ce

point de vue, nous avons réalisé un travail qui recherche l'équilibre environnemental, social et productif". Il a ajouté que la stratégie de production de lithium devrait permettre de doubler la production d'équivalent de carbonate de lithium pour atteindre un niveau de 500 000 tonnes d'ici la fin de la décennie. Parmi les décisions du gouvernement figure la création d'un réseau de protection environnementale pour 33% de la surface des gisements de sel. À cet égard, le ministre Williams a souligné que "le lithium est présent dans des écosystèmes fragiles, c'est pourquoi nous nous chargeons de développer, pour la première fois au Chili, des études de grande envergure pour déterminer les niveaux de

protection. Selon qu'il existe ou non une susceptibilité d'affecter les communautés indigènes, les consultations correspondantes seront menées à bien". Dans le domaine de la production, des modèles commerciaux ont été établis dans lesquels l'État détient une participation majoritaire dans les gisements définis comme des réserves stratégiques, tels que El Salar de Atacama et Maricunga. En outre, il y aura des projets menés par les entreprises publiques Codelco et Enami, facilitant les alliances public-privé, ainsi qu'un modèle mené par des investisseurs privés nationaux et étrangers avec lesquels des contrats spéciaux d'exploitation du lithium seront signés. La possibilité pour les investisseurs privés de mani-

fester leur intérêt pour l'exploitation de ce minéral sera ouverte entre avril et juillet de cette année. Karla Flores, directrice d'Invest-Chile, a expliqué que "l'année dernière, nous avons accompagné le président dans sa tournée en Asie, en Amérique du Nord et en Europe, afin de promouvoir les différents modèles d'entreprise existants. Maintenant que nous avons une plus grande certitude pour les investisseurs, nous savons quelles plaines salées seront protégées et, par conséquent, il est plus clair de savoir lesquels peuvent montrer le plus d'intérêt". "Nous avons recensé 97 entreprises, de 12 pays différents, qui ont discuté avec nous et demandé des informations", a-t-il ajouté.

ANGLETERRE

La ministre des finances dénonce un «trou» massif dans les finances publiques

Rachel Reeves assure qu'un "excès de dépenses de 22 milliards de livres" a été laissé par les conservateurs, qui l'aurait "masqué" selon la ministre travailliste. Le bilan budgétaire des Tory attaqués. La Chancelière de l'Echiquier britannique Rachel Reeves a affirmé mardi dans une allocution au Parlement que le précédent gouvernement conservateur avait laissé un "trou de 22 milliards de livres dans les finances publiques" britanniques. "Nous avons hérité d'un excès de dépenses de 22 milliards de livres" qui a été "masqué" par le parti conservateur, désormais dans l'opposition après 14 années de pouvoir au

Royaume-Uni, a déclaré la ministre des Finances travailliste. Elle a assuré que cela pourrait générer un bond de "25% du déficit budgétaire cette année" sans mesures pour y remédier et dit par conséquent lancer "le travail urgent et nécessaire pour réduire la pression sur les finances publiques de 5,5 milliards de livres cette année et de plus de 8 milliards l'an prochain".

L'austérité écarté

La ministre des Finances, la première femme à occuper ce poste, a par ailleurs donné la date du 30 octobre pour sa pre-

mière lettre budgétaire, qui comprendra des "décisions difficiles", a-t-elle averti. La ministre a toutefois promis que le gouvernement, en ligne avec le programme du parti travailliste, n'augmenterait pas les cotisations sociales et les impôts des "gens qui travaillent". Selon le Sunday Times, le gouvernement réfléchit notamment à annuler ou retarder certains chantiers d'infrastructures, notamment un tronçon de la ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 qui prévoit d'aller jusqu'à la gare d'Euston, dans le centre de Londres, au profit d'une gare en périphérie de la capitale britannique.

ROYAUME-UNI

Les jeunes médecins obtiennent une augmentation de 22% après des mois de grèves

Cette augmentation salariale sera répartie sur deux ans. Avec une première hausse des salaires de 8,1% à 10,3% ainsi qu'une augmentation rétroactive de 4,05 % pour 2023-2024. Les salaires seront en hausse de 6% en 2025, avec l'ajout d'une prime de 1.000 livres (1.187 euros).

Le bras de fer semblait interminable. Le gouvernement britannique a annoncé, ce lundi 29 juillet, une augmentation de salaire de 22% pour les junior doctors, ces jeunes médecins au statut proche de celui des internes en France.

Le principal syndicat, la British Medical Association (BMA), a accepté de soumettre la proposition à ses membres. Si celle-ci venait à être acceptée, cela mettrait fin à plusieurs mois de grèves.

Dans le détail, cette augmentation salariale sera répartie sur deux ans. Avec une première hausse des salaires de 8,1% à 10,3% ainsi qu'une augmentation rétroactive de 4,05% pour 2023-2024. Cela s'ajoute à une augmentation salariale de 6% pour 2024-2025, complétée par un paiement de 1.000 livres (1.187 euros). Soit l'équivalent à une augmentation salariale de 7% à 9% rapporte Sky news.

La proposition est néanmoins inférieure à ce que réclamaient les jeunes diplômés n'ayant pas encore le statut de titulaire. Ils espéraient une hausse de 35% pour compenser ce qu'ils estiment être "15 ans d'augmentations de salaire inférieures à l'inflation".

Hausse des investissements en faveur de la santé

Dans son programme, le Labour avait promis une hausse des investissements en faveur du secteur de la santé notamment. Alors que le temps d'attente pour obtenir un rendez-vous et suivre un traitement est très important Outre-Manche, ce déblocage de fonds à destination des juniors doctors a pour objectif d'endiguer la crise des vocations qui paralyse un système.

Ce n'est pas l'excès de dépenses de 22 milliards de livres (plus de 26 milliards d'euros) qu'aurait laissé le précédent gouvernement qui a fait reculer les travaillistes, malgré leur volonté d'incarner la rigueur sur le plan budgétaire. Plus tôt, la Chancelière de l'Echiquier britannique Rachel Reeves avait dénoncé un trou "massif" et "masqué" par les conservateurs dans les finances publiques, obligeant le Labour à trouver 5,5 milliards (6,5 milliards d'euros) d'économies supplémentaires pour 2024.

VOLKSWAGEN POLO GTI (2024)

Grosse santé et coût d'usage raisonnable, il faut en profiter !

La Volkswagen Polo GTI est la dernière représentante d'un genre disparu avec la Mini Cooper S. La bataille d'Angleterre se prolonge donc entre les deux litres turbos. Nos mesures montrent que l'allemande a encore quelques atouts.

Elle va tranquillement sur ses 7 années de carrière mais elle n'en démord pas : la Volkswagen Polo GTI, sixième du nom, veut continuer sa route malgré les innombrables obstacles qui lui font face. Normes de sécurité, fiscalité de plus en plus restrictive sur les rejets CO2, il ne fait pas bon abriter un moteur dépassant les 1600 centimètres cubes en 2024. D'ailleurs, certains constructeurs n'hésitent même pas à opter pour de petits trois cylindres sur des véhicules plus lourds et spacieux qu'une simple Polo. Mais la Polo GTI résiste avec son "gros" moteur pour une si "petite" voiture d'à peine 4 mètres. Et elle fait mieux que résister avec des rejets finalement contenus pour une telle puissance sans aucune assistance électrique, même s'il faudra composer avec un malus de 2049 € pour ses 149 g/km.

Des reprises canons

Nous n'avons pas toujours été tendres avec la boîte DSG et surtout sa version à sept rapports. Depuis que les constructeurs font la chasse aux grammes de CO2, les boîtes automatiques ont subi de sérieuses modifications. La DSG n'y a pas échappé : rapports rallongés, temps de passage allongés, la réactivité qui faisait sa marque de fabrique avait tendance à disparaître. Mais il faut bien reconnaître que le calibrage de la DSG sur la Polo GTI est efficace : nos mesures montrent que le 80 à 120 km/h en mode Sport est "bâché" en seulement 3,8 secondes. Le 0 à 100 km/h est abattu en 7,1 secondes.

Un joli chrono qui montre que la Polo GTI a du coffre, au moins pour dépasser en toute sérénité et en toute circonstance. Pour le sport pur et dur, ce ne sera probablement pas du niveau d'une Clio R.S en châssis Cup, la Polo GTI ayant toujours eu la réputation d'une voiture plus bourgeoise.

Polyvalente avant tout

La Polo GTI n'excelle vraiment dans rien mais performe à peu près dans tout. Pas la plus radicale des sportive, pas la plus originale sur le plan du style, mais diablement polyvalente. Nos mesures montrent un volume de coffre (avec tablette et sans fond) de 220 litres, mais notre protocole diffère. Plus strict et proche de la réalité, il se démarque des normes de mesures des constructeurs.

La Polo a toujours été dans la bonne moyenne de la catégorie en matière de volumes à bord.

Mais quid d'un usage quotidien sur un modèle fort de 207 ch sans aucune assistance, pas même microhybride ? Là encore, nos toutes récentes mesures sur un modèle fraîchement immatriculé ont révélé la capacité de la Polo à satis-



faire à la fois le conducteur et son portefeuille :

- Route : 7,40 l/100 km
- Autoroute : 7,10 l/100 km
- Ville : 8,20 l/100 km
- Moyenne : 7,70 l/100 km

Ce moteur, contrairement à ce que l'on peut lire, se démarquait assez nettement du bloc de la Golf GTI en dehors du turbo. Il s'agissait toujours d'un 2.0 turbo, mais celui de la Golf 7 GTI était uniquement en injection directe, avec la problématique d'accumulation de la calamine que l'on connaît. Celui que l'on

trouvait au départ sous le capot de la Polo GTI était une autre variante, EA888 "3B". Il reprend en effet cette fameuse double injection (directe et indirecte) qui permet de jouer sur la combustion selon la charge. Un bloc à la bonne réputation globale qui n'aura toutefois pas duré : à l'occasion du restylage en 2022, la Polo GTI passe en Europe au moteur EA888 à unique injection directe éprouvé par les Golf GTI.

Affaire à suivre, mais il semblerait que la version à double injection de la première phase pourrait prendre l'avantage en matière de fiabilité à plus fort kilométrage. D'ailleurs, dans certains pays comme l'Afrique du Sud où la qualité des carburants est moins bonne qu'en Europe, Volkswagen a choisi de maintenir l'ancien moteur après le restylage... ce n'est donc probablement pas pour rien ! Et c'est bon à savoir pour l'achat en occasion.

Quelle concurrence ? Quasiment aucune !

Nul besoin d'aller chercher bien loin pour trouver une alternative à la vieillissante Polo GTI. La Mini Cooper S fraîchement renouvelée affiche quasiment les mêmes valeurs de couple et puissance avec ses 204 ch. Strictement vendue en boîte automatique, la Cooper S démarre à 34 500 € dans une finition très basique alors que la Polo GTI a quasiment tout de série. Il faut compter plus de 40 000 € pour avoir une présentation plus sportive et une liste d'équipements en phase avec la Polo GTI. Autrement dit, si vous cherchez un modèle à caractère sportif et 100 % thermique, la Polo GTI reste dans le coup et devient même la seule offre compétitive en matière de prix.

GENAI

Canva s'empare de Leonardo.AI

L'éditeur de la plateforme de design et de collaboration Canva a fait l'acquisition de Leonardo et sa technologie de création de contenus graphiques (dessins, animation, vidéo...) conçus avec de l'intelligence artificielle générative.



La réponse du berger à la bergère ? Alors que Microsoft a fini par lancer Designer, son concurrent à Canva sur iOS et Android dopé à l'intelligence artificielle, ce dernier vient de faire un rachat clé dans le domaine de la conception graphique basée sur la GenAI. L'éditeur australien, fondé en 2012 à Sydney, et qui compte plus de 100 millions d'utilisateurs par mois, a mis la main sur son compatriote Leonardo.AI et sa technologie de contenus graphiques basés sur la GenAI. Créée en 2022, cette start-up compte déjà 19 millions d'utilisateurs qui génèrent des photos, des dessins et des vidéos via l'IA.

"Grâce à l'incroyable modèle de fondation de Leonardo.AI et à son équipe de 120 chercheurs, ingénieurs et concepteurs de haut niveau, cette acquisition renforce notre capacité à dynamiser notre gamme croissante de produits d'IA tout en investissant dans la poursuite de la recherche et de l'innovation pour ouvrir la voie à l'avenir du graphisme IA", a expliqué Canva. En mettant la main sur Leonardo.ai, Canva renforce son expertise IA dans la création graphique après avoir mis la main sur Kaleido en 2021 dont la technologie a été intégrée dans sa plateforme de design. En mars dernier Canva avait également racheté Affinity, une suite de retouche professionnelle, d'illustration, conception

graphique et de mise en page pour environnement Windows et Mac. La société, qui est également propriétaire de Pexels, Pixabay ou encore Flourish, est valorisée à près de 26 Md\$.

Leonardo.ai bientôt intégrée à Magic Studio et Media

Les modèles de fondation de Leonardo.ai sont capables de générer des images surprenantes allant des photos hyperréalistes aux portraits de personnes, aux dessins animés, aux graphismes picturaux, de création multi-images... Son outil est également capable de générer des vidéos et des illustrations animées basées sur de simples photos ou dessins. Sa technologie dispose de capacités élevées en matière de fine tuning de modèles, de précision d'interprétation, de vitesse d'apprentissage et d'inférence... Canva prévoit d'intégrer la technologie de la jeune pousse et son modèle de fondation Phoenix dans sa gamme de produits Magic Studio comprenant son générateur IA d'images et de vidéos Magic Media. "Un investissement plus important dans la recherche et le développement du modèle de fondation sera essentiel pour Canva et Leonardo, et nous sommes enthousiastes à l'idée d'investir également dans le soutien de l'adoption B2B de Leonardo", explique par ailleurs Canva. De son côté Leonardo.ai assure que sa plateforme continuera d'être accessible de façon indépendante. "Bien entendu, vous trouverez également des fonctionnalités Leonardo.Ai sur la plateforme Canva, ouvrant nos outils à une toute nouvelle communauté de créateurs et offrant un moyen simplifié de combiner les outils Leonardo.Ai avec l'incroyable plateforme de conception de Canva", note par ailleurs la start-up.

BMC scrute les nombreux défis pour mûrir sur le DataOps

Les facteurs de réussite d'une stratégie orientée donnée sont très variables souligne une étude menée par BMC. Il donne quelques pistes pour acquérir plus de maturité dans le DataOps. Dans un rapport publié le 24 juillet et intitulé « Putting the 'Ops' in DataOps: Success factors for operationalizing data », BMC Software constate que dans le cadre de stratégies axées sur les données, les investissements et les efforts en matière de gestion des données donnent lieu à des retours sur investissement importants. Cette étude a été réalisée fin 2023 par 451 Research et a recueilli les avis de 1100 professionnels de l'IT, des données et de l'entreprise issus de grandes entreprises de différentes régions du monde, de secteurs d'activité divers et localisés dans 11 pays. Elle montre notamment un état des lieux des pratiques DataOps et du data management au sein des entreprises. Selon le fournisseur, il n'existe pas d'« approche unique » des stratégies data driven, et des variables comme la taille de l'entreprise, la géographie, la maturité sur la gestion des données, celle sur le DataOps, la centralisation ou la décentralisation des fonctions de gestion et de livraison des données, et la stratégie visant à intégrer l'IA et le machine learning dans le data management, influencent toutes la façon dont une entreprise choisit d'affiner sa technologie et ses processus liées aux données.

CDO, automatisation, IA, des défis pour atteindre la maturité en DataOps

En règle générale, la maturité dans le DataOps et le data management est liée à l'adoption réussie de certains éléments. Par exemple, 75% des répondants les plus expérimentés disposent d'un CDO (chief data officer) contre 54% pour les sondés moins avancés. Toujours selon le rapport, une grande partie des données de l'entreprise reste sous-utilisée en raison de difficultés liées à la gestion continue ou active des données. La qualité des données, le déploiement et l'orchestration du pipeline sont les défis les plus difficiles à relever dans les initiatives qui visent à fournir en permanence des données de haute qualité. L'étude pointe par ailleurs le manque d'automatisation entrave souvent les efforts déployés pour livrer des données aux parties prenantes concernées. L'IA n'est pas oubliée où les grandes entreprises et les sociétés européennes s'appuient sur la gestion active des données pour soutenir l'adoption de technologies émergentes comme la GenAI. Pour la création des modèles d'IA pour soutenir les initiatives de data management, les entreprises de tailles moyennes (-de 5 000 salariés) adoptent une approche DIY(do it yourself), alors que les grands comptes combinent une approche interne et le recours à des fournisseurs. Enfin, le rapport observe que les initiatives d'analyse prescriptive et prédictive stimulent aujourd'hui la consommation de données par les entreprises et devraient augmenter.

Brèves

Les fonctions Apple Intelligence en retard

Attendues au tournant, les prochaines fonctionnalités d'intelligence artificielle d'Apple devraient avoir finalement un peu de retard, manquant ainsi le tir groupé d'annonces des lancements des prochains iPhone et iPad de la firme à la pomme début septembre. Ce délai supplémentaire de quelques semaines devrait permettre au groupe de peaufiner ses offres et de corriger les bugs. La société prévoit de commencer à déployer ses fonctions IA auprès de ses clients dans le cadre des

misés à jour logicielles d'iOS 18 et d'iPadOS 18 prévues d'ici le mois d'octobre.

Fin de partie pour Google Assistant

Annoncé avec tambours et trompettes il y a près de 10 ans (mai 2016), l'assistant vocal de Google arrive sur la fin de carrière. Un départ sans doute précipité par la montée en puissance de concurrents nativement basés sur la GenAI (ChatGPT, Copilot, Claude...) et dont l'avance technologique de l'époque n'est aujourd'hui plus qu'un lointain souvenir. La prochaine itération du

smartphone de Google, le Pixel 9, va ainsi définitivement mettre au placard Assistant qui sera remplacé par l'agent conversationnel star du moment chez le fournisseur américain, Gemini. Ce dernier avait déjà commencé à cohabiter depuis plusieurs mois avec son prédécesseur avec même la possibilité pour l'utilisateur de le sélectionner en tant qu'assistant principal. Pour autant il faudra compter avec plusieurs versions de Gemini qui vont cohabiter dont Advanced qui serait proposée gratuitement pour les Pixel 9... mais pour une durée limitée nécessitant de passer ensuite à la caisse.

Mots fléchés

Pétards		Malaxé		Obtempéré		Transformation		Aplomb		Elles peuvent être maîtresses		Poissons plats	
Jeux de mots		Capitale du Gabon		Effluves		Plan d'urgence						Jaunisse	
										Langue du nord			
										On le jette de temps en temps			
Couche de paille								Une plante mais aussi un tracas					
Tremblais													
							Uvule						
							Il joua 'le dictateur', 'les temps modernes'						
Il peut être de glace					Exacoulomb			Ceux de Salvador étaient communitifs					
Bon vouloir								Parfaite					
			Mère de Léarque		Pleurer								Pêche à peau lisse
Bac en cuisine						Acide désoxyribo-nucléique				Parties du yen			
Relatif à des équidés										Un film de Marcel Pagnol			
					Arbrisseau du Brésil						Utilisée pour l'irrigation	Département français	
					Cocottas								
Différentes couches d'habitations	Saint normand			Oubli		Inventeur du stéthoscope							
	Riveraine d'une mer					Possessif							
			Objet pour artisan										
			Attention à ne pas la perdre										
Teutonne										Flâna			
Germanium										Entre 20 et 250 employés			
		Pas dans le besoin											
		Largeur d'étoffe											
Choisis					Capitale de la Nouvelle-Calédonie							cardinal	
Cléopâtre se baignait dans son lait					Chicon								
						Nid d'espion chilien				Espion d'un roi	Par		
											Repos récupérateurs		
Apéritif anisé		Frottées d'huile sainte								Crochet de boucher			
		Vision								Mitigés			
						Boisson à base de pommes		Abri					Géniteurs
								Deux points juxtaposés					
Régenté	Rocher dangereux en mer		Alcaloïde du tabac									Suça	
				Carreau									
				Vecteur de la peste						Petite sainte			
Tantale			Rouge anglais				Publier						
Opéra de Bellini							Opus						
					Capitale de l'Italie					Saison			
A remplacé le vinyle			Mort d'un être humain							Chambre d'écluse			

La dette nationale dépasse pour la première fois les 35.000 milliards de dollars

La dette publique totale du gouvernement fédéral des Etats-Unis a dépassé pour la première fois les 35.000 milliards de dollars, suscitant à nouveau des inquiétudes quant à l'aggravation du problème de la dette et à ses implications pour l'économie nationale. L'encours total de la dette publique est passé vendredi à 35.000 milliards de dollars, selon le relevé quotidien du département du Trésor. Ce relevé est mis à jour à la fin de chaque journée ouvrable à l'aide des données du jour ouvrable précédent.



EQUIPEMENTS PETROLIERS DE HAUTE TECHNOLOGIE

Sonatrach se lance dans la fabrication

Le groupe Sonatrach et la société canadienne Stream-Flo Industries Ltd, spécialisée dans les solutions personnalisées pour les défis complexes, ont signé, ce mardi, un protocole d'entente et un accord de confidentialité. La cérémonie de signature a eu lieu au siège de la direction générale de Sonatrach en présence du Président Directeur Général de Sonatrach, Rachid Hachichi, et du Président Directeur Général de Stream Flo Industries Ltd, Mark McNeill, indique le géant national pétro-gazier dans un communiqué. Selon les explications fournies par le groupe Sonatrach, ce protocole d'entente permettra aux deux parties de « cadrer les travaux qui porteront sur l'évaluation de l'opportunité de création d'une société mixte, spécialisée dans la fabrication des composants de têtes de puits, têtes de production et des accessoires d'équipements Oil & Gas ». Le communiqué rappelle que Stream-Flo Industries Ltd « est un acteur reconnu à l'échelle internationale disposant de moyens techniques et technologiques conséquents », ainsi que de « l'expertise dans la fabrication, la maintenance et la commercialisation des composants de têtes de puits et têtes de production, de leurs accessoires et de la prestation de services liés ». Dans son communiqué, le Groupe Sonatrach souligne que la signature de ce protocole d'entente s'inscrit « dans le cadre de la stratégie de Sonatrach visant à renforcer sa maîtrise des processus inhérents à son plan de développement », notamment à travers « la conclusion de partenariats à forte valeur ajoutée ayant pour objectif la fabrication à l'échelle locale d'équipements pétroliers de haute technologie » et « la fourniture des services qui leur sont liés ». Le but est, également, d'assurer la formation spécialisée, le transfert de connaissance, de savoir-faire et le transfert technologique, précise-t-on

SOUTIEN DE LA FRANCE AU PRÉTENDU "PLAN D'AUTONOMIE" AU SAHARA OCCIDENTAL

Le Gouvernement algérien décide le retrait de son ambassadeur en France

Le Gouvernement algérien a décidé le retrait de son ambassadeur auprès de la République française avec effet immédiat et la représentation diplomatique algérienne en France est désormais du ressort d'un chargé d'affaires, suite à la reconnaissance par la France du plan d'autonomie marocain comme "seule base" de règlement du conflit du Sahara Occidental dans le cadre de la prétendue souveraineté du Maroc, indique mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "Le Gouvernement français a fini par donner sa caution franche et catégo-

rique au fait colonial imposé au Sahara Occidental. Ce pas qu'aucun autre Gouvernement français avant lui n'avait cru devoir franchir, le Gouvernement actuel l'a fait avec beaucoup de légèreté et une grande désinvolture, sans en mesurer lucidement toutes les retombées potentielles", précise la même source. "En reconnaissant le plan d'autonomie marocain comme la seule base de règlement du conflit du Sahara Occidental dans le cadre de la prétendue souveraineté du Maroc, le Gouvernement français bafoue la légalité internationale, prend fait et cause pour la négation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, se démarque de tous les ef-

forts patients et persévérants déployés par les Nations Unies à l'effet de parachever la décolonisation du Sahara Occidental et manifeste une abdication des responsabilités particulières qu'il doit assumer, en toutes circonstances, comme membre permanent du Conseil de Sécurité", souligne le communiqué. En conséquence, "le Gouvernement algérien a décidé le retrait de son ambassadeur auprès de la République française avec effet immédiat. La représentation diplomatique algérienne en France est désormais du ressort d'un chargé d'affaires", ajoute la même source.

ALGÉRIE-CHINE

Le partenariat stratégique global a atteint de nouveaux sommets

L'ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger, M. Li Jian, a indiqué que le partenariat stratégique global sino-algérien avait atteint de nouveaux sommets sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue chinois, M. Xi Jinping. Lors d'une cérémonie organisée, lundi soir au siège de l'ambassade à Alger, à l'occasion de la célébration du 97e anniversaire de la fon-

dation de l'Armée populaire de libération de Chine, M. Li Jian s'est félicité des nouveaux sommets atteints par le partenariat stratégique global entre les deux pays, rappelant que la Chine était l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Algérie. En effet, les échanges commerciaux bilatéraux ont dépassé pour la première fois la barre des 10 milliards de dollars en 2023, la coopération sur des projets stratégiques tels que la ligne ferroviaire

Gara Djebilet-Bechar progresse régulièrement et de nouveaux domaines tels que la numérisation et les énergies nouvelles se développent, a précisé l'ambassadeur. Il a, par ailleurs, évoqué le soutien de son pays à la glorieuse Révolution du 1er Novembre, soulignant que les moudjahidine de la Guerre de libération "demeurent la fierté de toute la nation algérienne et un symbole mémorial de l'amitié entre nos deux pays". Il a également salué le niveau de

coopération entre l'Armée nationale populaire (ANP) et son homologue chinoise. Evoquant la cause palestinienne, l'ambassadeur chinois a affirmé que les efforts de Pékin pour mettre fin à la division et renforcer l'unité nationale palestinienne s'inscrivaient dans la continuité de l'événement de réconciliation des factions palestiniennes tenu sous l'égide de l'Algérie.

UNIVERSITÉ

Une nouvelle gouvernance en vue

La modernisation du ministère de l'Enseignement supérieur se poursuit avec un passage du savoir des connaissances (enseignement classique) à une approche par la compétence. Pour ce faire, une stratégie est mise en place pour asseoir un cadre national de certification et de qualification universitaire. « C'est une première en Algérie », s'est félicité ce matin le chargé de mission au

ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique (MESRS), Abdelkrim Harzallah, lors de son passage sur les ondes de la radio nationale. Toutefois, le même responsable déplore « le manque de ce dispositif sur l'échiquier économique en général et celui de l'université en particulier ». D'où, dit-il, « la nécessaire classification des titres et diplômes algériens selon des critères descriptifs afin de permettre à

la fois une visibilité de notre système de formation et au milieu du travail de mieux se positionner ». Aux yeux de M. Hazallah, « maintenant on ne peut plus enseigner des connaissances uniquement, il faut passer à la pratique et faire connaître à nos partenaires, du milieu de l'emploi, ce que nous faisons en termes de compétences et pas uniquement en savoir ».

Cette démarche, explique l'invité de la Chaîne III, consiste à « décrire les qualifications, en termes de compétences, générées par le système de formation supérieure algérien, en l'occurrence » Et annonce qu'«une réflexion autour de huit segments dont l'approche par la compétence, la recherche scientifique, les rémunérations des enseignants et la vie étudiante, est élaborée».

BAISSE RECORD DES MARIAGES EN ALGÉRIE

L'ONS dévoile des chiffres alarmants

L'Office national des statistiques (ONS) vient de publier un rapport alarmant sur la démographie algérienne. Selon ce document, le nombre de mariages et de naissances a connu une baisse significative ces dernières années, malgré une légère augmentation de la population totale. À la fin de l'année 2023, la population algérienne a atteint 46,7 millions d'habitants, soit une hausse de 703 000 personnes par rapport à l'année précédente. Toutefois, ce taux de croissance a ralenti

de 0,41% par rapport à 2019, année marquée par la pandémie de Covid-19. C'est surtout au niveau des mariages et des naissances que la tendance est à la baisse. En Algérie, on observe une tendance à la baisse du nombre de mariages depuis plusieurs années. Les chiffres officiels révèlent une diminution significative à partir de 2019. En effet, après avoir atteint un pic de 388 000 mariages en 2013, le nombre d'unions a chuté de plus de 100 000 pour s'établir à 279 000 en 2023. Cette baisse constante soulève des interroga-

tions sur les facteurs socio-économiques qui pourraient expliquer cette évolution. Le nombre de mariages a diminué de 10% entre 2019 et 2023. Quant aux naissances, elles ont chuté de 900 000 en 2023, un chiffre inédit depuis 2010. Parallèlement, le nombre de divorces a fortement augmenté, atteignant 93 000 cas en 2023, soit une hausse de 33,5% par rapport à 2019. Un mariage sur trois se solde désormais par un divorce, un phénomène alarmant qui touche particulièrement les jeunes couples âgés entre 28 et 35 ans.

Ces données révèlent un changement profond dans la structure de la population algérienne. L'âge moyen des Algériens ne cesse d'augmenter, atteignant désormais 79,6 ans. Les hommes ont une espérance de vie moyenne de 78,2 ans, tandis que celle des femmes est de 81 ans. Les chiffres avancés par l'ONS peignent un tableau complexe de l'évolution démographique de l'Algérie. La baisse significative des mariages, couplée à l'augmentation des divorces, révèle un changement de paradigme sociétal profond.